

## **RAPPORT**

*16 mars 2016*

### **Caisse de la prévoyance du personnel de l'Etat au Grand Conseil relatif aux comptes 2015 de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat**

Nous vous soumettons ci-joint les comptes de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg pour l'exercice 2015.

Nous vous prions de prendre acte du rapport de gestion et des comptes qui vous sont présentés.

---

#### **Table des matières**

1. Rapport de gestion	p. 3
2. Bilan & Comptes d'exploitation	p. 6
3. Annexe aux comptes annuels	p. 10
4. Bilan technique	p. 34
5. Rapport de l'organe de contrôle	p. 37

## **BERICHT**

*16. März 2016*

### **der Pensionskasse des Staatspersonals an den Grossen Rat zur Jahresrechnung 2015 der Pensionskasse des Staatspersonals**

Wir unterbreiten Ihnen die Jahresrechnung der Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg für das Jahr 2015.

Wir bitten Sie, vom Verwaltungsbericht und von der Jahresrechnung Kenntnis zu nehmen.

---

#### **Inhaltsverzeichnis**

1. Verwaltungsbericht	S. 41
2. Bilanz und Betriebsrechnung	S. 44
3. Anhang zur Jahresrechnung	S. 48
4. Bilan technique (Technische Bilanz, nur auf Französisch)	S. 34
5. Rapport de l'organe de contrôle (Kontrollstellenbericht, nur auf Französisch)	S. 37





*Fribourg, le 16 mars 2016*

## Rapport de gestion 2015

La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (ci-après : la Caisse) a pour but d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès dans le cadre de la prévoyance professionnelle. Elle est dotée à ce titre de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (ci-après : la LCP) entrée en vigueur en 2012. Une modification a été apportée à la LCP en novembre 2014. Elle entrera en vigueur au plus tard en 2017 et concerne une augmentation du taux de cotisation, suite à l'acceptation par le Grand Conseil du projet de financement.

### Membres du Comité et personnes travaillant pour la Caisse

Le Comité est l'organe dirigeant. Il exerce la surveillance et le contrôle sur la gestion et représente la Caisse à l'extérieur. Il est composé paritairement par des représentants des assurés et des employeurs.

Durant l'année 2015, le Comité a continué à renforcer ses compétences en matière de gestion de fortune par l'appui d'un spécialiste externe des marchés financiers qui travaille avec la commission de placement. Une deuxième personne sera appelée à renforcer ces compétences.

### Placement de la fortune

La fortune de la Caisse est placée conformément aux dispositions de la LPP et de l'OPP2 de manière à assurer la sécurité, la rentabilité, la répartition appropriée des risques et des liquidités suffisantes. Au niveau des dispositions réglementaires, l'année 2015 peut être résumée de la sorte :

Durant l'année 2015 sont entrés en vigueur ou ont été mis à jour les documents suivants :

- > un règlement sur les placements (mise à jour) ;
- > un règlement sur les placements immobiliers directs (mise à jour) ;
- > des directives sur les placements (nouveau) ;
- > des directives relatives à l'exercice des droits de vote (nouveau) ;
- > des directives réglant l'évaluation et les principes de comptabilisation des actifs [directives de comptabilisation] (mise à jour).

Durant l'année 2015, le Comité de la Caisse a mandaté la société Ethos, fondation suisse pour un développement durable qui regroupe actuellement 219 caisses de pensions, pour analyser son portefeuille sous l'aspect environnemental, social et de gouvernance (ESG). La Caisse met ainsi en pratique sa volonté de prendre en considération les valeurs de développement durable, en particulier la durabilité économique. Les résultats de cette étude sont disponibles sur le site internet de la Caisse.

Les directives de placement dressent une liste d'exclusion des secteurs d'activité ou des entreprises dans lesquels les placements directs de la Caisse ne peuvent être effectués pour des raisons éthiques. Il s'agit d'entreprises qui agissent ou sont un acteur majeur des secteurs sui-

vants : armement, énergie nucléaire, production de cigarettes, cigares, tabac pour pipe, secteur des jeux de hasard, de la pornographie et celui de la production d'OGM.

Globalement le portefeuille était bien positionné mais comportait un potentiel d'amélioration. A fin 2015, les positions dans des sociétés qui pouvaient potentiellement améliorer ce score ont été vendues.

Tous placements confondus (placements financiers et immobiliers), la Caisse réalise une performance de 1.42%, ce qui la place dans le premier ou le deuxième quartile comparativement à ses paires

> Placements mobiliers

Suite à l'abandon du taux plancher par la BNS le 15 janvier 2015, toutes les caisses de pensions ont commencé l'année par un important découvert. Alors que les obligations ne rapportent plus suffisamment depuis un certain nombre d'année et que les placements en liquidités sont sanctionnés par des taux négatifs, seuls restent les classes d'investissement en actions, alternatifs et en immobilier pour permettre aux institutions de prévoyance de réaliser une performance suffisante en cours d'année.

Alors que les années 2013 et 2014 furent d'excellentes années pour les placements en actions, cette classe d'actif a connu une forte volatilité en 2015. Les effets d'annonce de la BNS, de la FED, de la Grèce et en Chine n'ont jamais permis aux actions de retrouver leurs valeurs de débuts d'année. Malgré ces nouvelles, la Caisse termine l'année avec globalement une performance juste positive de 0.03% sur les placements financiers, y compris les parts des fondations de placements immobiliers.

L'année 2016 ne commence d'ailleurs pas sous de meilleurs auspices. Ce manque de rendement de la part des classes d'investissements traditionnelles oblige le Comité à trouver des solutions alternatives et représente un vrai défi pour les institutions de prévoyance dans les années à venir.

Suite à l'acceptation de l'initiative Minder par le peuple suisse le 3 mars 2013, les caisses de pensions ont depuis 2015 l'obligation d'exercer les droits de vote qu'elles détiennent en tant qu'actionnaire au sein des sociétés suisses.

Cette année fut l'occasion pour la Caisse d'exercer son droit de vote. Pour ce faire, une Commission de vote, réglementée par les directives relatives à l'exercice des droits de vote, a été constituée et s'appuie sur les recommandations d'un organisme externe, actuellement l'entreprise d'Ethos, pour statuer sur les différents points des ordres du jour.

> Immobilier

Un immeuble à Guin (quartier Chännelmatte) et un immeuble à Estavayer-le-Lac ont été mis en valeur.

A Marly (construction d'un immeuble destiné aux séniors) et à Chatel-Saint-Denis, les projets sont toujours en attente suite aux dépôts d'oppositions.

La Caisse a débuté les travaux pour des logements destinés aux seniors à Léchelles et un crédit a été approuvé pour la construction de trois immeubles à Farvagny.

Durant 2015, la Caisse a aussi fait l'acquisition de 3 immeubles à Brugg dans le cadre d'une diversification de ses biens immobiliers hors canton.

### Nouvelles affiliations suite à des fusions

Le 9 décembre 2010, le Grand Conseil a adopté la loi relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC), qui est entré en vigueur le 1er janvier 2012 et expirera le 31 décembre 2018. Cette loi a encouragé les fusions de communes, dont certaines sont affiliées à la Caisse.

Comme un employeur ne peut être affilié qu'auprès d'une seule caisse de pensions, souvent la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg est choisie par la nouvelle commune née de la fusion. La Caisse voit ainsi croître le nombre de ses personnes affiliées. Il est possible que cette tendance continue jusqu'à fin 2018.

### **Expertise actuarielle et ALM**

La Caisse a procédé, suite à l'approbation par le Grand Conseil en 2014 du projet de financement, à une nouvelle ALM (étude de congruence actifs-passifs). Cette étude permet de contrôler périodiquement la concordance à moyen et à long termes entre la fortune placée et les engagements. Par la même occasion, la Caisse a fait vérifier par l'expert en matière de prévoyance professionnelle que son équilibre financier est garanti à long terme dans le système de la capitalisation partielle et que le plan de financement visé à l'art. 72a, al. 1 LPP, est respecté.

Les résultats de ces divers travaux ont illustré que la Caisse allait continuer à croître tant au niveau de l'effectif que de sa fortune sous gestion. Alors même que la Caisse vient de boucler sa première année avec le nouveau projet de financement, l'expert agréé de la Caisse vient de présenter sa nouvelle recommandation de baisse du taux d'intérêt technique, respectant ainsi la directive dite DTA4 de la Chambre suisse des experts en caisses de pensions. Pour rappel la Caisse a déjà effectué deux baisses de son taux d'intérêt technique en 3 ans (baisse de 4.5% à 4.25% en 2012 et baisse de 4.25% à 3.25% en 2014).

Une nouvelle baisse de ce taux impliquerait, à nouveau, pour la Caisse une augmentation significative de ses engagements actuariels. Le Comité et la Caisse vont devoir procéder à des réflexions sur cette question.

### **Les défis à venir**

Compte tenu de la modification des éléments techniques, dont certains imposés par l'expert comme le taux d'intérêt technique ou l'incidence de l'augmentation de l'espérance de vie et la baisse des rendements du tiers cotisant (c'est-à-dire les rendements des placements), le Comité doit trouver le meilleur équilibre entre le financement de la Caisse et les prestations à servir.

L'année 2016 sera également consacrée à la mise sur pied de nouveaux outils en interne permettant encore un meilleur suivi des états financiers de la Caisse.

Les comptes 2015, soit le rapport de gestion, le bilan, le compte P&P et les annexes ont été examinés et approuvés par le Comité en date du 16 mars 2016.

G. Godel  
Président

C. Schafer  
Administrateur

## 2. Bilan & Comptes d'exploitation

### COMPTES DES EXERCICES 2015 ET 2014

#### BILAN

<b>ACTIF</b>	<b><u>31.12.2015</u></b>	<b><u>31.12.2014</u></b>
	CHF	CHF
<b>Placements</b>	<b>3'708'521'364</b>	<b>3'608'828'893</b>
<b>Liquidités et placements monétaires</b>	<b>529'132'016</b>	<b>810'650'005</b>
Liquidités d'exploitation	32'230'346	65'184'900
Liquidités pour placements	86'904'866	82'215'105
Placements à terme	411'250'000	402'250'000
Prêts	0	261'000'000
Change à terme	-1'253'196	0
<b>Créances</b>	<b>11'367'811</b>	<b>10'401'949</b>
Impôts anticipé et à la source	7'108'267	5'029'612
Contributions employeurs	3'744'835	4'390'971
Créances envers des assurés	161'598	872'652
Débiteurs divers	353'111	108'714
<b>Titres</b>	<b>1'876'215'481</b>	<b>1'639'625'343</b>
<b>Placements obligataires</b>	<b>569'912'961</b>	<b>447'448'690</b>
Obligations suisses	50'064'110	49'471'178
Obligations étrangères	519'848'851	397'977'512
<b>Actions et participations</b>	<b>1'306'302'520</b>	<b>1'192'176'653</b>
Actions suisses	695'507'116	576'710'778
Actions étrangères	608'931'786	613'709'552
Participations	1'863'618	1'756'323
<b>Immobilisations</b>	<b>1'138'109'275</b>	<b>1'074'794'145</b>
<b>Immeubles</b>	<b>1'137'743'893</b>	<b>1'074'725'097</b>
Immeubles construits	954'337'565	901'662'609
Immeubles en mise en valeur	12'889'300	15'994'544
Terrains à bâtir	12'716'640	21'911'724
Immeubles en construction	28'108'832	13'259'544
Rénovations	2'120'108	2'907'491
Fonds de placement immobiliers suisses	127'571'448	118'989'185
<b>Transitoires sur immeubles</b>	<b>365'382</b>	<b>69'048</b>
<b>Placements alternatifs</b>	<b>153'696'781</b>	<b>73'357'451</b>
<b>Comptes de régularisation de l'actif</b>	<b>2'057'578</b>	<b>3'577'397</b>
Intérêts courus	2'030'392	3'577'397
Produits à recevoir	27'186	0
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>3'710'578'942</b>	<b>3'612'406'290</b>

**COMPTE DES EXERCICES 2015 ET 2014**

**BILAN**

<b>PASSIF</b>	<b>31.12.2015</b>	<b>31.12.2014</b>
	CHF	CHF
<b>Dettes</b>	<b>9'203'642</b>	<b>8'849'777</b>
<b>Prestations de libre passage et rentes</b>	<b>4'160'961</b>	<b>4'763'378</b>
<b>Autres dettes</b>	<b>5'042'681</b>	<b>4'086'399</b>
Créanciers	67'211	828'133
Comptes courants	4'213'001	2'523'145
Fonds de Garantie	762'469	735'121
<b>Comptes de régularisation du passif (passifs transitoires)</b>	<b>3'663'117</b>	<b>3'450'308</b>
Passifs transitoires	60'725	46'493
Passifs transitoires sur titres	169'829	162'851
Passifs transitoires sur immeubles	3'432'563	3'240'964
<b>Capitaux de prévoyance et provisions techniques</b>	<b>4'988'482'007</b>	<b>4'791'792'250</b>
<b>Capital de prévoyance des assurés actifs</b>	<b>2'549'282'034</b>	<b>2'473'634'776</b>
Prestations de libre passage des assurés actifs	2'538'166'061	2'466'407'946
Avoirs de vieillesse des assurés actifs du régime LPP	5'714'154	5'628'793
Capitaux assurés actifs RCC	5'401'819	1'598'037
<b>Capital de prévoyance des bénéficiaires</b>	<b>2'410'335'865</b>	<b>2'299'802'835</b>
Valeur actuarielle des pensions en cours	2'400'305'171	2'289'415'609
Valeur actuarielle des rentes en cours du régime LPP	10'030'694	10'387'226
<b>Provisions techniques</b>	<b>28'864'108</b>	<b>18'354'639</b>
Provision de longévité	28'864'108	18'354'639
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	0	0
<b>Part en répartition (selon projet de financement)</b>	<b>-1'331'214'185</b>	<b>-1'346'295'251</b>
<b>Réserve de fluctuation de valeurs</b>	<b>40'444'361</b>	<b>154'609'206</b>
Réserve de fluctuation de valeurs	40'444'361	154'609'206
<b>Fortune libre (+) / Découvert (-)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Découvert technique: situation en début de période	-1'346'295'251	-1'263'827'540
Augmentation de la part financée en répartition	1'331'214'185	1'346'295'251
Résultat de l'exercice	15'081'066	-82'467'711
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>3'710'578'942</b>	<b>3'612'406'290</b>

# COMPTE D'EXPLOITATION

	<b><u>2015</u></b> CHF	<b><u>2014</u></b> CHF
<b>Cotisations et apports ordinaires</b>	<b>254'495'359</b>	<b>249'366'042</b>
Cotisations des salariés	101'040'565	99'191'208
Cotisations des employeurs	138'216'927	135'567'428
Cotisations supplémentaires des salariés	460'428	492'055
Rachats	14'777'439	14'115'351
<b>Prestations d'entrée</b>	<b>58'479'346</b>	<b>51'438'004</b>
Apports de libre passage	56'377'173	49'691'210
Remboursements de versements anticipés pour l'EPL	2'102'173	1'746'794
<b><i>Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée</i></b>	<b>312'974'705</b>	<b>300'804'046</b>
<b>Prestations réglementaires</b>	<b>-184'319'699</b>	<b>-173'386'078</b>
Rentes de vieillesse	-146'273'688	-136'977'254
Rentes de survivants	-18'117'681	-18'163'147
Rentes d'invalidité	-7'502'113	-7'652'939
Prestations en capital à la retraite	-11'389'909	-10'123'687
Prestations en capital au décès et à l'invalidité	-1'036'308	-469'051
<b>Prestations de sortie</b>	<b>-76'018'562</b>	<b>-68'325'180</b>
Prestations de libre passage en cas de sortie	-67'024'215	-58'665'434
Versements anticipés pour l'EPL/divorce	-8'994'347	-9'659'746
<b><i>Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés</i></b>	<b>-260'338'261</b>	<b>-241'711'258</b>
<b>Variation de capitaux de prévoyance, provisions techniques</b>	<b>-196'689'757</b>	<b>-563'260'084</b>
Variation des capitaux de prévoyance des assurés actifs	-75'647'258	-228'726'138
Variation des capitaux de prévoyance des bénéficiaires	-110'533'030	-377'508'085
Variation de la provision de longévité	-10'509'469	42'974'139
<b>Charges d'assurances</b>	<b>-762'469</b>	<b>-735'121</b>
Cotisations au Fonds de garantie	-762'469	-735'121
<b><i>Résultat net de l'activité d'assurance</i></b>	<b>-144'815'782</b>	<b>-504'902'417</b>
<b>Résultat net des placements</b>	<b>48'617'629</b>	<b>262'915'491</b>
Résultat net des liquidités	-10'711'705	4'178'377
Résultat net des placements obligataires	-17'284'114	26'538'649
Résultat net des actions et participations	23'809'028	173'996'329
Résultat net des placements alternatifs	3'850'597	8'879'139
Résultat net des placements immobiliers	56'546'227	54'493'281
Frais d'administration des placements	-7'592'404	-5'170'284
<b>Autres produits</b>	<b>170'167</b>	<b>281'754</b>
Produits de prestations fournies	91'050	96'013
Produits divers	79'117	185'741
<b>Autres frais</b>	<b>-218'948</b>	<b>-22'362</b>
<b>Frais d'administration</b>	<b>-2'836'845</b>	<b>-2'391'465</b>
Administration générale	-2'665'649	-2'270'038
Organes de révision et expert en matière de prévoyance professionnelle	-143'539	-104'292
Autorités de surveillance	-27'657	-17'135
<b>Résultat avant constitution/dissolution de la réserve de fluctuation de valeur</b>	<b>-99'083'779</b>	<b>-244'118'999</b>
<b>+/- variation de la réserve de fluctuation de valeurs</b>	<b>114'164'845</b>	<b>161'651'288</b>
<b><i>Résultat de l'exercice</i></b>	<b>15'081'066</b>	<b>-82'467'711</b>

**COMPTES D'EXPLOITATION CONDENSES DES EXERCICES 2015 ET 2014**

RUBRIQUES	TOTAL		REGIME PENSIONS		REGIME LPP		RCC	
	<u>2015</u> CHF	<u>2014</u> CHF	<u>2015</u> CHF	<u>2014</u> CHF	<u>2015</u> CHF	<u>2014</u> CHF	<u>2015</u> CHF	<u>2014</u> CHF
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée	312'974'705	300'804'047	303'451'648	293'334'081	5'797'316	5'661'162	3'725'741	1'808'804
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés	-260'338'261	-241'711'259	-253'946'378	-235'381'582	-6'326'141	-6'329'677	-65'742	0
Variation de capitaux de prévoyance	-196'689'757	-563'260'084	-193'120'475	-561'338'167	234'500	-323'880	-3'803'782	-1'598'037
Contributions au Fonds de Garantie	-762'469	-735'121	-750'681	-723'225	-11'788	-11'896	0	0
Résultat net de l'activité d'assurance	-144'815'782	-504'902'417	-144'365'886	-504'108'893	-306'113	-1'004'291	-143'783	210'767
Résultat net des placements	48'617'629	262'915'491						
Autres produits	170'167	281'754						
Autres frais	-218'948	-22'362						
Frais d'administration	-2'836'845	-2'391'465						
Variation de réserve de fluctuation de valeurs	114'164'845	161'651'288						
Résultat de l'exercice	15'081'066	-82'467'711	-144'365'886	-504'108'893	-306'113	-1'004'291	-143'783	210'767

### **3. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS**

#### **I. Bases et organisation**

##### **I.1. Statut juridique et but**

La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (ci-après : la Caisse) est un établissement de droit public doté de la personnalité morale. Son siège est à Fribourg.

La Caisse a pour but d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès dans le cadre de la prévoyance professionnelle.

##### **I.2. Enregistrement LPP et Fonds de garantie LPP**

La Caisse est enregistrée au registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance compétente. Depuis 2012, les institutions de prévoyance ayant leur siège dans le canton de Fribourg sont placées sous la surveillance de l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (BBSA).

De plus, la Caisse est inscrite au Fonds de garantie LPP et y verse des cotisations.

##### **I.3. Indications des actes et des règlements**

L'activité de la Caisse est régie par :

- a. Dispositions légales
  - > Loi du 12 mai 2011 sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP)
  - > Règlement du 22 septembre 2011 sur le régime de pensions de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RRP)
  - > Règlement du 22 septembre 2011 sur le régime LPP de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RRLPP)
  - > Règlement du 22 septembre 2011 concernant l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle pour les personnes assurées de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (REPL)
  - > Règlement du 13 février 2014 sur le régime complémentaire pour les cadres du personnel de l'Etat (RRCC)
  
- b. Réglementation interne
  - > Règlement sur la répartition des compétences financières et des droits de signatures
  - > Règlement pour les passifs de nature actuarielle
  - > Règlement concernant l'affiliation des institutions externes
  - > Règlement sur la liquidation partielle
  - > Règlement d'organisation
  - > Règlement sur les placements

Version du :

28 mai 2015

1<sup>er</sup> septembre 2006

22 septembre 2011

22 septembre 2011

29 octobre 2012

18 décembre 2014

> Directives sur les placements	18 décembre 2014
> Directives relative à l'exercice du droit de vote	18 décembre 2014
> Directives réglant l'évaluation et les principes de comptabilisation des actifs	18 décembre 2014

La Caisse est membre de l'Association suisse des institutions de prévoyance (ASIP) qui a adopté, en 2008, une Charte ainsi que des directives en matière de loyauté dans la gestion des fonds de la prévoyance professionnelle. La Charte est un code de bonne conduite impératif pour tous les membres de l'ASIP qui vient compléter les dispositions légales applicables en la matière (article 48f et suivants de l'OPP2).

#### I.4. Organe de gestion paritaire / droits de signature

##### I.4.1. Organe de gestion paritaire / Présidence / Administration

Le Comité se compose de douze membres, dont six représentent l'employeur et six, les personnes salariées. Un représentant des retraités, élu par les personnes au bénéfice de pensions de retraite de la Caisse, participe aux séances du Comité avec voix consultative.

Au 31 décembre 2015, la composition du Comité était la suivante :

<u>Représentants de l'Etat</u>	<u>Représentants des salariés</u>
GODEL Georges, Président	MUTRUX Gérald, Vice-Président
AUBRY Laurent	DELLEY Stéphane
BROILLET Philippe	FRAGNIERE Bernard
BERSET Daniel	MINDEL Claude
HAYOZ Markus	SAVOY Jean-Daniel
MORARD Martine	TOPINKOVA Klara

Représentant de l'Association des retraités de l'Etat (avec voix consultative)  
HEIMO Robert

Les membres du Comité participent à différentes Commissions, dont les compositions au 31 décembre 2015 étaient les suivantes :

<u>Commission administrative</u>	<u>Commission immobilière</u>	<u>Commission de placement</u>
FRAGNIERE Bernard	SAVOY Jean-Daniel	BROILLET Philippe
MINDEL Claude	AUBRY Laurent	MUTRUX Gérald
MORARD Martine	DELLEY Stéphane	TOPINKOVA Klara
BERSET Daniel	HEIMO Robert	HAYOZ Markus

La Caisse est placée sous la direction de Monsieur Claude Schafer, Administrateur.

##### I.4.2. Droits de signatures et de compétences

Les droits de signatures et de compétences sont régis par le règlement du 28 mai 2015 sur la répartition des compétences financières et des droits de signatures ; la Caisse est représentée vis-à-vis des tiers par les signatures collectives à deux des membres du Comité ou des personnes en charge de l'administration.

Par ailleurs, la Caisse est inscrite depuis le 25 août 2015 auprès du Registre du Commerce.

**I.5. Expert, organe de contrôle, autorité de surveillance**

I.5.1. Expert en prévoyance professionnelle (actuaire) :  
Pittet Associés S.A. à Genève

I.5.2. Organe de contrôle

Multifiduciaire Fribourg S.A. à Fribourg

I.5.3. Autorité de surveillance

Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations [Bernische BVG - und Stiftungsaufsicht] (ci-après BBSA) à Berne depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012

**I.6. Employeurs affiliés**

La Caisse n'a pas procédé à l'affiliation de nouveaux employeurs en 2015.

## II. Membres actifs et bénéficiaires de pensions et rentes – Rapport démographique

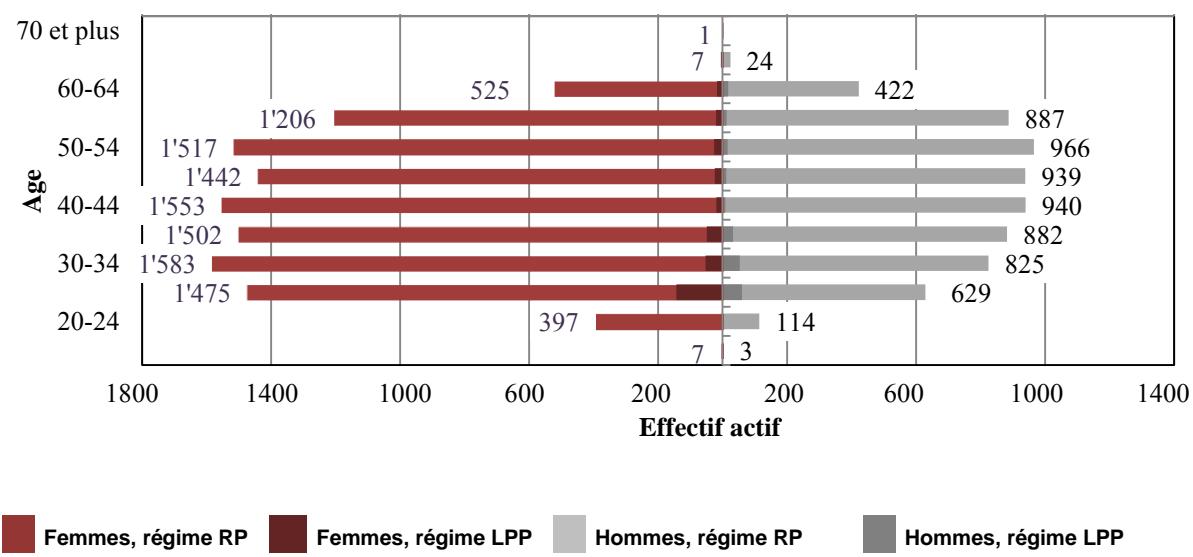
### II.1. Assurés actifs

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, la Caisse a enregistré une augmentation nette de l'effectif des assurés de 111 unités. Le nombre total des assurés actifs, tous régimes confondus, est passé de 18'305 à 18'416 personnes (ou 18'541 dossiers).

Les femmes représentent un peu plus de 62% de l'effectif.

Pour rappel, les personnes assurées au régime LPP sont principalement des personnes avec des contrats d'une durée inférieure à une année.

#### Pyramide des âges des assurés actifs selon le sexe et le régime



Effectif et structure d'âge des assurés actifs selon le sexe et le régime

Age	Femmes				Hommes				Total général
	RP	LPP	RCC	Total	RP	LPP	RCC	Total	
70 et plus	1			1					1
65-69	7	5		12	24	3	3	30	42
60-64	525	17	1	543	422	17	11	450	993
55-59	1'206	20	3	1'229	887	12	17	916	2'145
50-54	1'517	26	3	1'546	966	15	27	1'008	2'554
45-49	1'442	24	5	1'471	939	11	24	974	2'445
40-44	1'553	19	8	1'580	940	8	11	959	2'539
35-39	1'502	49	4	1'555	882	32	8	922	2'477
30-34	1'583	53		1'636	825	53		878	2'514
25-29	1'475	143		1'618	629	60		689	2'307
20-24	397	3		400	114			114	514
15-19	7			7	3			3	10
<b>Total</b>	<b>11'215</b>	<b>359</b>	<b>24</b>	<b>11'598</b>	<b>6'631</b>	<b>211</b>	<b>101</b>	<b>6'943</b>	<b>18'541</b>

#### Variation annuelle

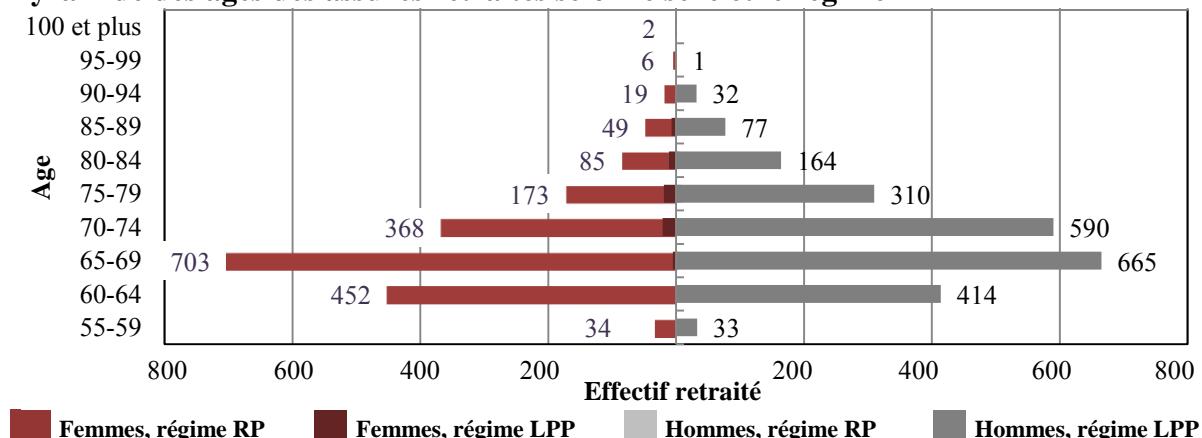
Effectifs	2015	2014	Variation
Régime de pensions	17'846	17'594	1.4%
Régime LPP	570	711	-19.8%
RCC	125	117	6.8%
<b>Total</b>	<b>18541</b>	<b>18422</b>	<b>0.6%</b>
Age moyen	2015	2014	Variation
Régime de pensions	43.02	42.96	0.1%
Régime LPP	37.71	38.12	-1.1%
RCC	50.34	50.42	-0.2%
<b>Total</b>	<b>42.57</b>	<b>42.83</b>	<b>-0.6%</b>

## II.2. Bénéficiaires de pensions et rentes

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, la Caisse a enregistré une augmentation nette de l'effectif des bénéficiaires de 274 unités. Le nombre total des bénéficiaires, tous régimes confondus, est passé de 5'184 à 5'458 personnes.

Les femmes représentent un peu plus de 53% de l'effectif.

### Pyramide des âges des assurés retraités selon le sexe et le régime



### Effectif et structure d'âge des retraités selon le sexe et le régime

Age	Femmes			Hommes			Total général
	RP	LPP	Total	RP	LPP	Total	
100 et plus	2		2				2
95-99	6		6				7
90-94	19		19				51
85-89	49	7	56				134
80-84	85	11	96				265
75-79	173	19	192				510
70-74	368	21	389				990
65-69	703	5	708				1378
60-64	452	1	453				867
55-59	34		34				67
<b>Total général</b>	<b>1891</b>	<b>64</b>	<b>1955</b>	<b>2286</b>	<b>30</b>	<b>2316</b>	<b>4271</b>

### Variation annuelle

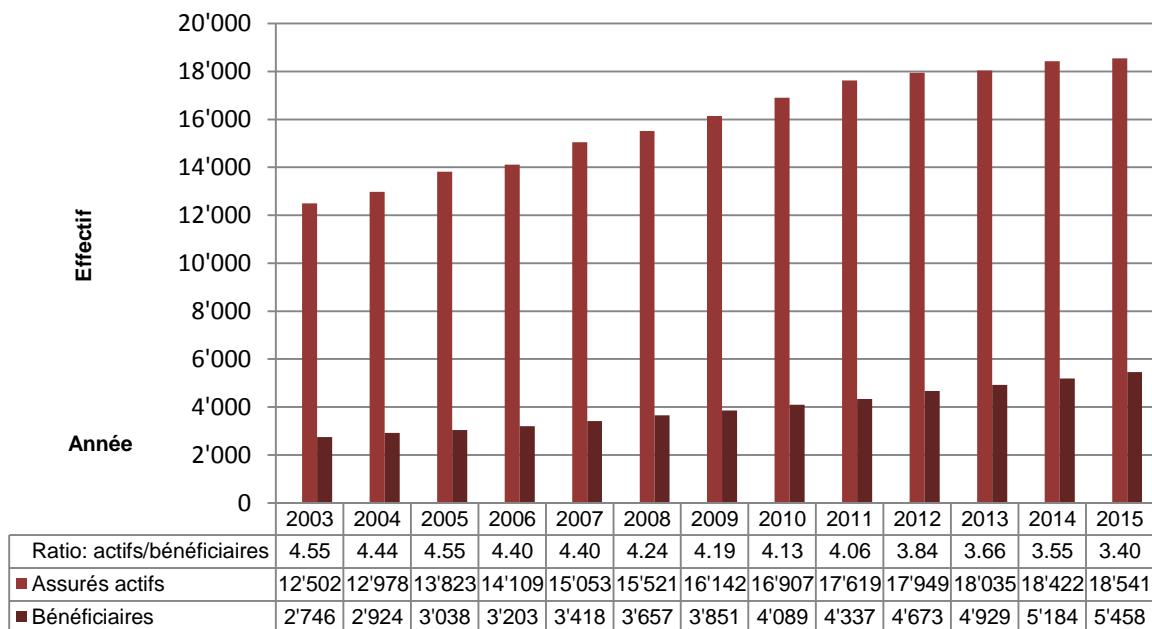
Effectifs	2015	2014	Variation
<u>Régime de pensions</u>	<b>5'320</b>	<b>5'043</b>	<b>277</b>
Pensions de vieillesse	4'177	3'890	<b>287</b>
Pensions d'invalidité	292	304	- 12
Pensions de conjoints	730	722	8
Pensions d'orphelins	63	68	- 5
Pensions d'enfants de retraités	41	48	- 7
Rentes d'enfants d'invalides	17	11	6
<u>Régime LPP</u>	<b>138</b>	<b>141</b>	- 3
Rentes de vieillesse	94	94	0
Rentes d'invalidité	21	22	- 1
Rentes de conjoints	15	15	0
Rentes d'orphelins	2	3	- 1
Rentes d'enfants de retraités		6	- 6
Rentes d'enfants d'invalides	6	1	5
<b>Total</b>	<b>5458</b>	<b>5184</b>	<b>274</b>

<b>Age moyen</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>Variation</b>
<b>Pensions/rentes de vieillesse</b>			
Régime de pensions	70.43	70.34	0.1%
Régime LPP	76.38	75.85	0.7%
<b>Total</b>	<b>70.56</b>	<b>70.47</b>	<b>0.7%</b>

### II.3. Total des affiliés

L'effectif total des assurés n'a cessé de croître ces treize dernières années. Ainsi en 2003, le nombre total de personnes affiliées à la Caisse étaient de 15'248. Aujourd'hui, l'effectif est de 23'999, soit une augmentation de plus de 57%. Cette croissance s'est cependant accompagnée d'une détérioration du ratio actifs/bénéficiaires.

#### Evolution de l'effectif des assurés actifs et des bénéficiaires de pensions et de rentes



### **III. Nature de l'application du but de la Caisse**

#### **III.1. Explication des plans de prévoyance**

La Caisse pratique trois plans de prévoyance : le régime de pensions, le régime LPP et le régime complémentaire pour les cadres de l'Etat.

Le **régime de pensions** s'adresse au personnel qui est au bénéfice d'un statut de droit public ou qui a une activité durable et principale au service de l'Etat ou de ses établissements.

Le régime de pensions est **une primauté des prestations sur la somme revalorisée des salaires assurés**. L'objectif des pensions finales n'est pas exprimé par rapport au dernier salaire assuré, mais bien sur le salaire moyen de carrière, revalorisé.

Le régime de pensions est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :

- > le salaire assuré est égal au salaire déterminant, moins une déduction de coordination égale aux 87.5% de la rente AVS annuelle maximale et multipliée par le taux d'activité. Le salaire assuré maximal annuel en 2015 était de CHF 221'143.30 ;
- > la prestation de retraite est égale à 1.6% de la somme revalorisée des salaires assurés à la fin du mois qui précède la retraite entre 60 et 62 ans. Le taux est diminué de 2% par année entre 58 et 60 ans et augmenté de 2% après 62 ans. Les pensions sont adaptées une fois par année suivant l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation, mais au maximum à hauteur de 0.54% pour autant que l'inflation soit supérieure au taux d'inflation précédent. Il existe la possibilité de prélever sous forme de capital au maximum la contre-valeur du quart au maximum de la pension de retraite;
- > la pension d'invalidité est égale à la pension de retraite projetée à 60 ans multipliée par le degré d'invalidité ;
- > la pension de personne conjointe survivante est égale à 60% de la pension d'invalidité entière qu'aurait pu toucher la personne assurée (en cas de décès d'un actif), ou à 60% de la pension de la personne défunte (en cas de décès d'une personne retraitée ou invalide) ;
- > la Caisse sert aussi des prestations d'enfant de retraité dès qu'une personne retraitée a atteint l'âge de 62 ans révolus, ainsi que des pensions d'enfant orphelin.

Le **régime LPP** s'adresse principalement au personnel temporaire. Il est constitué d'un processus d'épargne comparable à celui de la LPP.

Le régime LPP est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :

- > l'avoir de vieillesse correspond aux bonifications vieillesse, plus les prestations de libre passage LPP reçues, avec intérêt équivalent à l'intérêt minimal LPP;
- > la rente de vieillesse se calcule comme suit : l'avoir de vieillesse est converti en rente selon le barème transitoire des taux de la 1ère révision LPP entrée en vigueur au 01.01.2005. L'âge de la retraite est fixé à 65 ans (hommes et femmes). Possibilité de retraite dès l'âge de 64 ans, avec une réduction correspondante du facteur de conversion. Les rentes sont adaptées une fois par année suivant l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation ;
- > la rente d'invalidité se compose de la rente présumée de vieillesse, augmentée des intérêts calculés selon les modalités de la LPP, mais au maximum équivalente à 40% du salaire assuré multiplié par le degré d'invalidité ;

- > la rente de conjoint survivant est déterminée à hauteur de 60% de la rente d'invalidité entière qu'aurait pu toucher l'assuré (en cas de décès d'un actif), ou de 60% de la rente du défunt (en cas de décès d'un retraité ou d'un invalide) ;
- > la Caisse sert aussi des rentes d'enfants d'invalidité et des rentes d'enfant orphelin égales à 20% de la rente d'invalidité.

**Le régime complémentaire pour les cadres (RCC)** s'adresse aux médecins de l'HFR à l'exclusion des médecins agréés et services assurés au régime de pensions pour la part d'honoraires rétrocédée ou l'indemnité compensatoire y relative, dont le salaire déterminant AVS dépasse les limites du salaire déterminant AVS déjà pris en compte dans le régime de pensions.

Le RCC est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :

- > l'avoir de vieillesse correspond aux bonifications vieillesse, plus les prestations reçues de libre passage LPP excédentaires au RP, avec intérêt fixé rétroactivement à la fin de chaque année par le Comité;
- > toutes les prestations sont versées sous forme de capital.

Le RCC est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

### **III.2. Financement, méthodes de financement**

#### **III.2.1. Régime de pensions**

Le taux de cotisation du régime de pensions, global et uniforme, est égal à 22.5% du salaire assuré quels que soient l'âge et le sexe de l'assuré, depuis la deuxième année d'entrée en vigueur de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (ci-après : LCP), soit depuis 2014. Il est réparti à raison de 13% à la charge de l'employeur et de 9.5% à la charge des assurés, ce qui représente 57.78% du financement pour l'employeur et 42.22% pour les assurés. Si l'on prend en compte l'indexation limitée à 0.54% des assurés pensionnés, le ratio de financement passe à 56.4% pour l'employeur et à 43.6% pour les assurés.

Selon l'article 8 LCP, le système financier du régime de pensions est un **système financier mixte** qui a pour but de garantir un taux de couverture de 80 % des engagements totaux de la Caisse au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2052. Dans cet état d'esprit, l'actuaire agréé de la Caisse a établi un chemin de croissance qui amènera la Caisse à l'objectif précité. A fin 2015, le degré de couverture en rapport avec ce chemin de croissance devait se situer au minimum à 73.2% contre 71.8% à fin 2014.

#### **III.2.2. Régime LPP**

Selon l'âge de l'assuré, la cotisation d'épargne varie entre 7% et 18% du salaire assuré, celui-ci étant limité au maximum à CHF 59'925.00. Une cotisation supplémentaire de 2.4% du salaire assuré est prélevée pour financer les risques invalidité et décès, la cotisation au Fonds de garantie et les frais administratifs. Le financement est paritaire.

Le régime LPP fonctionne en **capitalisation intégrale**. Ainsi, la fortune qui lui est propre doit donc couvrir en tout temps la totalité des capitaux de prévoyance, composés des avoirs de vieillesse accumulés des assurés actifs et des réserves mathématiques (ou valeur actuelle) des pensions en cours.

### III.2.3. Régime complémentaire pour les cadres

La cotisation est fixée en pour-cent du salaire assuré. Elle dépend du plan de prévoyance choisi par l'assuré. Il existe trois types de plan dont la cotisation d'épargne varie entre 13.6% et 22% du salaire assuré. Une cotisation supplémentaire de 3.0% du salaire assuré est prélevée pour financer les risques invalidité et décès et les frais administratifs. L'employeur paye indépendamment du plan choisi une cotisation de 12.5%, tandis que l'assuré finance le solde.

Le RCC fonctionne en **capitalisation intégrale**. Ainsi, la fortune qui lui est propre doit donc couvrir en tout temps la totalité des capitaux de prévoyance, composés des avoirs de vieillesse accumulés des assurés actifs. Vu son entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2014, le plan se trouve encore en phase de capitalisation.

### III.2.4. Autres informations sur l'activité de prévoyance

Néant.

## **IV. Principes d'évaluation et de présentation des comptes**

### **IV.1. Confirmation sur la présentation des comptes selon la Swiss GAAP RPC 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Recommandations pour la Présentation des Comptes)**

Les comptes de la Caisse sont présentés en conformité à la norme comptable Swiss GAAP RPC 26.

Vu que la Caisse applique trois plans de prévoyance (RP, RLPP et RCC), il a été élaboré un compte d'exploitation complémentaire présentant les résultats distincts propres à chaque régime; ce document fait partie intégrante des comptes annuels et figure dans les présents états financiers.

### **IV.2. Principes comptables et d'évaluation**

Les principes d'évaluation des postes du bilan sont les suivants :

- > Evaluation des actifs, hormis immeubles, à la date de bouclage
  - > Les montants en devises étrangères sont convertis au cours de clôture du jour de la date de bouclage.
  - > Sont évalués à la valeur nominale:
    - > les placements auprès de l'Etat ;
    - > les liquidités et placements à terme ;
    - > les créances corrigées éventuellement d'une provision pour pertes sur débiteurs.
  - > Sont évalués à la valeur de marché:
    - > les obligations de qualité supérieure (investment grade), inférieure (sub-investment grade) et les obligations convertibles ;
    - > les actions ;
    - > les placements alternatifs (notamment matières premières, hedges funds, fonds private equity, investissements dans l'infrastructure, insurance linked securities).
  - > Sont évaluées à la valeur des fonds propres, en tenant compte des réserves latentes éventuelles:
    - > les actions non cotées ;
    - > les participations.
- > Immeubles
  - > Immeubles construits
    - Chaque immeuble est évalué à la valeur de rendement capitalisé sur la base des états locatifs bruts au moyen des paramètres suivants :
      - > Objectif de rendement net de 4.5% ;
      - > Taux de charge déterminé en prenant la moyenne des charges d'exploitation des cinq dernières années ;
      - > Taux de vacance déterminé sur la moyenne des cinq dernières années ;
      - > Majoration forfaitaire pour certains immeubles subventionnés ;
      - > Majoration pour affectation spécifique ;

- > Vétusté : prise en compte des besoins prévisibles en rénovation sur une durée de dix ans.
- > Immeubles acquis en cours d'année
 

La valeur des nouvelles acquisitions est déterminée sur la même base que les immeubles construits hormis les taux de charge et de vacance. Pour la fixation du taux de charge, il est tenu compte pour la première année de charges budgétées ; par la suite il est tenu compte des charges effectives. Quant au taux de vacance, il est tenu compte la première année du taux de vacance constaté pendant la période d'acquisition ; par la suite, les taux de vacance des cinq dernières années ou moins en fonction de durée de possession sont pris en considération.
- > Immeubles en mise en valeur (durée maximum 3 ans)
 

La valorisation est égale au coût de construction si celui-ci est inférieur à la valeur réelle des immeubles en cours de mise en valeur, déterminée sur la base des principes définis pour les immeubles acquis en cours d'année, hormis le taux de vacance à appliquer. Ce taux est calculé sur la moyenne du taux de vacance globale du portefeuille de la Caisse pour les trois dernières années, additionné de cinq pourcents. Si le coût de construction est supérieur à la valeur réelle des immeubles, cette dernière est appliquée.
- > Terrains à bâtir
 

La valeur de marché à la date de bouclage est prise en considération.
- > Immeubles en construction
 

La valeur accumulée des coûts de construction est prise en considération.
- > Rénovations
 

La valeur accumulée des coûts de rénovation est prise en considération.

Pour les objets dont une vente ferme intervient après la date de bouclage, les prix de vente nets, connus au moment du bouclage des comptes, sont retenus comme valorisation.

- > Capitaux de prévoyance et provisions techniques
 

La méthode statique est appliquée. Les capitaux de prévoyance font l'objet d'une attestation de la part de l'actuaire.

La provision pour revalorisation des salaires assurés est déterminée sur la base des dispositions du règlement sur le régime de pensions de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RRP art. 48).

## V. Couverture des risques / règles techniques / degré de couverture

### V.1. Nature de la couverture des risques

Les risques couverts sont l'invalidité, le décès et la vieillesse.

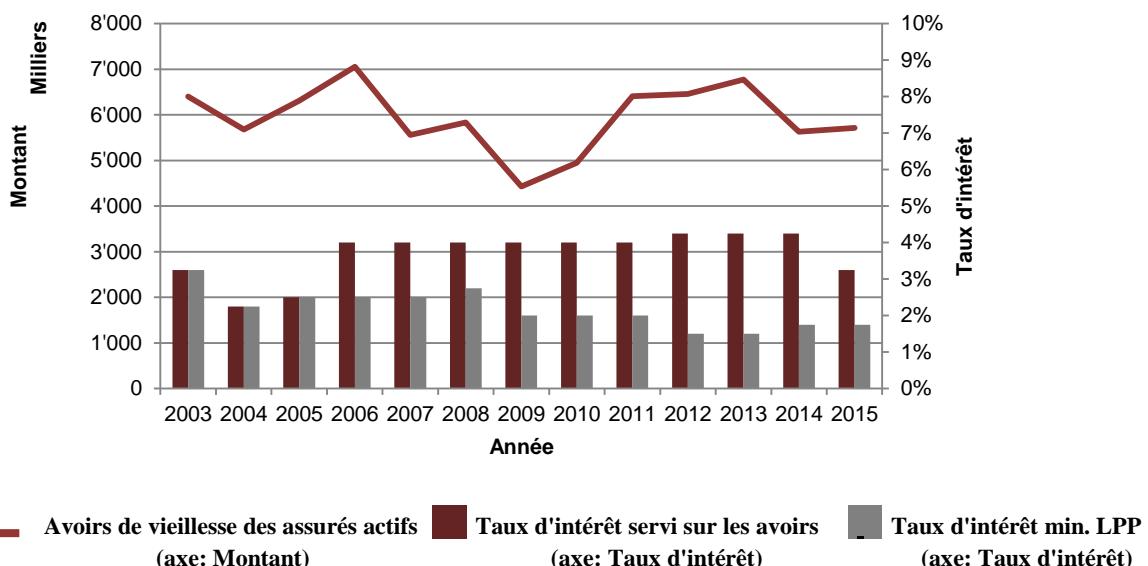
### V.2. Explications des actifs et passifs de contrats d'assurance

La Caisse est une caisse autonome qui assure intégralement ses risques et n'est, de ce fait, pas réassurée.

### V.3. Développement et rémunération des avoirs d'épargne en primauté des cotisations (régime LPP)

a. Développement	31.12.2015	31.12.2014	Variation
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	5'714'154	5'628'793	85'361
<b>b. Rémunération</b>			
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	3.25%	4.25%	+1.00%
<b>c. Rémunération minimale légale</b>			
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	1.75%	1.75%	0%

### Evolution des avoirs épargne en primauté des cotisations (régime LPP)



### V.4. Développement et rémunération des avoirs d'épargne en primauté des cotisations (RCC)

a. Développement	31.12.2015	31.12.2014	Variation
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	5'401'819	1'598'037	3'803'782
<b>b. Rémunération</b>			
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	0.75%	1.75%	-1.00%

## V.5. Développement du capital de couverture pour les assurés actifs en primauté de prestations (régime de pensions)

	<b>31.12.2015</b>	<b>31.12.2014</b>
Prestations de libre passage (PLP) au début de l'exercice	2'466'407'946	2'222'819'143
Variations de l'exercice :		
+ augmentation des PLP des assurés présents toute l'année	243'695'753	235'703'305
+ augmentation des PLP des assurés entrés en cours d'exercice	51'267'535	38'071'769
- PLP des assurés démissionnaires durant l'exercice	-223'205'173	-165'955'425
+ augmentation des PLP suite au changement de base actuarielle	135'769'154	
<i>Total de la variation annuelle</i>	71'758'115	243'588'813
<b>Prestations de libre passage en fin d'exercice</b>	<b>2'538'166'061</b>	<b>2'466'407'946</b>

## V.6. Provision technique pour revalorisation de la somme des salaires assurés

La Caisse n'a pas procédé à une revalorisation de la somme des salaires assurés au 1er janvier 2016.

## V.7. Développement et rémunération des comptes témoins selon la LPP des assurés actifs du régime de pensions

a. Développement	31.12.2015	31.12.2014	Variation
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	1'176'660'363	1'133'766'758	42'893'605
<b>c. Rémunération minimale légale</b>			
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	1.75%	1.75%	0%

## V.8. Développement des capitaux de prévoyance des bénéficiaires (réserve de longévité non incluse)

### Régime de pensions

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2015	2014	2015/2014	2014/2013	2015/2014	2014/2013
	CHF	CHF	CHF	CHF	%	%
Retraités	2'089'247'163	1'971'118'401	118'128'762	342'852'292	+ 5.99	+ 21.1
Invalides	122'167'125	130'711'523	-8'544'398	14'722'221	- 6.54	+ 12.7
Conjointes	184'075'571	182'305'116	1'770'455	18'567'248	+ 0.97	+ 11.3
Orphelins	3'767'102	4'421'405	-654'303	- 207'922	-14.8	- 4.5
Enfants de retraités	744'295	703'233	41'062	- 92'259	+ 5.84	- 11.6
Enfants d'invalides	303'915	155'931	147'984	5'489	+94.9	+ 3.6
<b>Total</b>	<b>2'400'305'171</b>	<b>2'289'415'609</b>	<b>110'889'562</b>	<b>375'847'069</b>	<b>+ 4.84</b>	<b>+ 19.6</b>

## Régime LPP

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2015 CHF	2014 CHF	2015/2014 CHF	2014/2013 CHF	2015/2014 %	2014/2013 %
Retraités	5'962'167	6'058'954	-96'787	1'246'097	-1.59	25.9
Invalides	3'060'655	3'278'947	-218'292	311'178	-6.65	10.5
Conjoints	829'699	856'955	-27'256	106'544	-3.18	14.2
Orphelins	32'207	39'780	-7'573	-10'286	-19.03	-20.5
Enfants de retraités	0	552	-552	-144'555	-100	-99.6
Enfants d'invalides	145'966	152'038	-6'072	152'038	-3.99	-100
<b>Total</b>	<b>10'030'694</b>	<b>10'387'226</b>	<b>-356'532</b>	<b>1'661'016</b>	<b>-3.43</b>	<b>19</b>

Il n'y a pas eu d'indexation des pensions en 2015.

## V.9. Résultats de la dernière expertise actuarielle

La dernière expertise a été effectuée sur la base des chiffres au 31.12.2014. Le comité en a pris connaissance début 2016. Cette expertise prend en compte la situation technique de la Caisse au 1<sup>er</sup> janvier 2015, en d'autre termes avec un taux de cotisation de 9.5% payé par les assurés et de 13% payé par l'employeur jusqu'à fin 2016, puis de 10.66% payé par les assurés et de 15.24% payé par l'employeur dès janvier 2017. L'expertise tient compte aussi de la participation des assurés pensionnés qui se décline par une limite au renchérissement annuel octroyé à 0.54 %, pour autant que l'indice des prix à la consommation ait augmenté au moins de 0.54%.

L'essentiel des constatations de l'expert figurant dans le rapport sont reprises intégralement ci-après :

### > Dispositions légales et réglementaires

*Les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales.*

### > Bases actuarielles

*La Caisse applique les bases VZ 2010 (P2012) au taux d'intérêt technique de 3.25%. Nous recommandons d'abaisser le taux d'intérêt technique à 2.75% au moins. L'impact de cette baisse sur l'équilibre financier à long terme devra être pris en compte de manière globale.*

### > Degré de couverture, niveau des provisions et de la RFV

*La situation actuarielle et financière de la Caisse est satisfaisante au 31 décembre 2014 avec un degré de couverture légal de 75.1%, un degré de couverture global de 71.8% et un degré de couverture des actifs de 45.4%, respectant ainsi, à cette date, les dispositions fédérales relatives au financement des institutions de prévoyance de droit public et le plan de financement de mars 2015. Les provisions sont constituées à hauteur de leur objectif. La réserve de fluctuation n'atteint pas son objectif (44%), la capacité au risque de la Caisse est limitée à la date de l'expertise.*

### > Impact d'un changement de bases, de taux d'intérêt technique

*Le degré de couverture en appliquant les tables VZ 2010 (P2012) s'élève à 70.2% avec un taux d'intérêt technique de 2.75%. La baisse de ce taux de 3.25% à 2.75% représente un*

*coût immédiat de CHF 329.9 mios, qui peut être ramené à CHF 120 mios par retraitement de la somme revalorisée des salaires assurés.*

> *Financement courant*

*Les prestations réglementaires ne sont pas garanties, eu égard à notre recommandation de baisser le taux d'intérêt technique, compte tenu du financement actuel, en vue de l'objectif de recapitalisation à hauteur de 80% au 1er janvier 2052.*

*Avec un taux d'intérêt technique de 2.75%, le besoin de cotisation se situe à 28.9%, ce qui représente 3 points de plus que le taux de cotisation actuel pour une performance de 3.25%. Si la cotisation est maintenue à 25.9%, le besoin de performance s'élève à 3.9%.*

*Nous recommandons à la Caisse de réaliser une étude afin d'évaluer la performance réalisable compte tenu de la capacité de risques de la Caisse et du niveau de gouvernance requis, afin de confirmer le taux d'intérêt technique de 2.75% que nous recommandons, puis de prendre les mesures relatives au plan de prévoyance, afin d'être en mesure de viser une couverture de 80% au 1er janvier 2052.*

Compte tenu de ce qui précède, la Caisse a décidé de constituer un groupe de travail afin d'analyser toutes les pistes possibles au niveau des mesures à prendre.

## V.10. Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel

Les réserves mathématiques sont déterminées sur la base des tables actuarielles VZ 2010 (P 2012). Le taux d'intérêt technique de la Caisse est de 3.25%.

## V.11. Degré de couverture selon l'art. 44 OPP 2 et garantie de l'Etat de Fribourg

Le degré de couverture et le montant de la garantie de l'Etat couvrant le découvert technique en capitalisation sont les suivants :

	<b>31.12.2015</b> <b>CHF</b>	<b>31.12.2014</b> <b>CHF</b>
Fortune nette (actifs de la caisse diminués des exigibles à court terme) (FP)	3'697'712'183	3'600'106'205
Capitaux de prévoyance et provisions techniques (CP)	-4'988'482'007	-4'791'792'250
<b>Garantie de l'Etat (Garantie = FP - CP)</b>	<b>-1'290'769'824</b>	<b>-1'191'686'045</b>
<b>Degré de couverture (DC = FP / CP)</b>	<b>74.1%</b>	<b>75.1%</b>

A fin 2015, respectivement au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Caisse satisfait pleinement aux exigences réglementaires concernant son plan de financement ainsi que le chemin de croissance déterminé par l'expert agréé. Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le chemin de croissance indique que la Caisse devait se trouver à un degré de couverture minimal de 73.2%.

## **VI. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements**

### **VI.1. Organisation de l'activité de placements, règlement de placements**

Les placements financiers sont confiés aux établissements suivants :

- > Banque Cantonale de Fribourg - mandats pour la gestion de portefeuilles en actions suisses, en obligations suisses et en obligations étrangères ;
- > Crédit Suisse S.A. à Fribourg - mandat de gestion en actions suisses et étrangères ;
- > UBS S.A. à Fribourg - mandat de gestion en actions suisses et européennes ainsi qu'en obligations étrangères ;
- > IAM S.A. à Genève - mandat de gestion d'un portefeuille d'actions suisses ;
- > Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. à Fribourg - mandats pour la gestion d'un portefeuille mixte et un portefeuille en actions ;
- > Lombard Odier Asset Management S.A. à Genève – mandat de gestion en obligations étrangères;
- > Pictet & Cie S.A. à Genève – mandats pour la gestion d'obligations et de fonds de placements en obligations étrangères.

Ces établissements ont tous reçu l'agrément de la FINMA.

Les immeubles de la Caisse sont en gérance auprès des régies suivantes :

- > Régie de Fribourg S.A., à Fribourg ;
- > Gerama S.A., à Fribourg ;
- > Régie Châtel S.A., à Châtel-St-Denis ;
- > Gérance Immobilière de la Broye S.A., à Estavayer-le-Lac ;
- > Gendre & Emonet Gérance et Fiduciaire S.A., à Montreux ;
- > Burriplus Immobilien Treuhand, à Berne.

### **VI.2. Utilisation des extensions avec résultat du rapport (art. 50 OPP 2 al. 4)**

L'allocation de la Caisse est conforme aux limites de placements.

### **VI.3. Objectif de la réserve de fluctuation de valeurs**

Dans le cadre des nouvelles dispositions fédérales relatives au financement des caisses de pensions de droit public en capitalisation partielle, qui prévoient notamment un objectif d'un degré de couverture (ci-après DC) de 80% à l'horizon 2052, la Caisse a été tenue de soumettre à l'Autorité de Surveillance, pour le régime de pensions, un plan de financement permettant d'atteindre cet objectif et garantissant la couverture intégrale des engagements envers les pensionnés. L'expert de la Caisse a soumis au BBSA pour approbation un chemin de financement prenant en compte l'augmentation des cotisations approuvée en novembre 2014 par le Grand Conseil ainsi que l'abaissement du taux d'intérêt technique à 3.25%. Sur la base du chemin proposé, le degré de couverture global du régime de pensions devrait s'élever au 1er janvier 2016 à 73.2 %. La différence entre le DC effectif et le DC défini selon le plan de financement est entièrement dédiée à la réserve de fluctuation de valeurs (ci-après RFV), qui s'élève dès lors à quelque CHF 40 mios.

Selon l'art. 72a LPP, la Caisse, institution de droit public, peut déroger au principe du bilan en caisse fermée. En vertu de l'art. 48e OPP 2 et compte tenu de l'allocation stratégique choisie par la Caisse au moment de l'établissement du bilan, les réserves de fluctuation nécessaires avec un niveau de confiance statistique de 95% se montent à CHF 361 mios. Ce calcul prend en compte la totalité des investissements, la répartition effective, la corrélation entre les différentes classes d'actifs ainsi que l'objectif de rendement de la Caisse.

Le niveau de réserve calculé considère un montant minimum à disposer sur un horizon d'une année, pour absorber une baisse des marchés, soit quelque 7 points du degré de couverture. Il est important de relever que le Comité de la Caisse analyse le problème du montant de l'objectif de réserve nécessaire à l'allocation des véhicules de placement dans le cadre de la stratégie de placement, compte tenu notamment aussi du taux d'intérêt technique fixé.

### **Limitations du modèle**

Le calcul des réserves nécessaires se base sur l'hypothèse de normalité des rendements des actifs. Des études empiriques montrent que les actifs financiers peuvent s'écartez de la distribution normale. D'une part, les événements extrêmes ont tendance à se produire plus fréquemment que ne le prévoit la distribution normale. D'autre part, les rendements de certains actifs financiers sont asymétriques. En conséquence, l'objectif de réserves de fluctuation proposé sous l'hypothèse de normalité peut s'écartez de manière plus ou moins importante de la réalité économique.

## **VI.4. Limites de placements et allocation stratégique**

<b>LIMITES DE PLACEMENT OPP2</b>				
Fortune au 31.12.2015: CHF 3'710.6 mios				
<b>OPP2</b>	<b>Rubriques</b>	<b>Limites %</b>	<b>Limites Mios CHF</b>	<b>Dépassements Mios CHF</b>
<b>Limites individuelles</b>				
54	Créances par débiteurs Liquidités + placements à termes + obligations	10% par débiteur	371	Aucun dépassement
54a	Actions suisses et étrangères	5% par participation	185.5	Aucun dépassement
54b/1	Biens immobiliers en Suisse et à l'étranger	5% par objet	185.5	Aucun dépassement
<b>Limites par catégories</b>				
54b/2	Avances obtenues sur biens immobiliers	30% de la valeur vénale par objet		Pas de rubrique au bilan
55	Titres hypothécaires lettres de gage	50% au max. 80% de la valeur vénale de l'ensemble des objets		Pas de rubrique au bilan
55b	Actions suisses et étrangères	50%	1'855.3	Aucun dépassement
55c	Biens immobiliers en Suisse et à l'étranger	30% dont 1/3 au max. à l'étranger	1'113.2	Aucun dépassement
55d	Placements alternatifs	15%	556.6	Aucun dépassement
55e	Devises étrangères sans couverture de change	30%	1'113.2	Aucun dépassement
<b>Placements auprès de l'employeur</b>				
57	Placements auprès de l'employeur	5%		Pas de rubrique au bilan
57	Biens immobiliers utilisés à plus de 50% par l'employeur	5%	185.5	Aucun dépassement

## Limites de placements SAA – Stratégie de placement – Strategic Asset Allocation

Véhicules de placement	Allocation Stratégique %	Marges tactiques Min %	Marges tactiques Max %	31.12.2015 Mios CHF	31.12.2015 %
Liquidités	3	0	10	118	3.18%
Débiteurs en CHF	27	10	52.5	474	12.77%
Obligations étrangères	10	7.5	12.5	521	14.04%
Placements alternatifs	3	0	5	154	4.15%
Actions suisses	10	7.5	20	697	18.78%
Actions étrangères	10	5	17.5	609	16.41%
Immobilier	37	25	40	1'138	30.67%
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>			<b>3'711</b>	<b>100.00%</b>

## VI.5. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)

La Caisse n'a aucun instrument dérivé ouvert au 31.12.2015.

## VI.6. Valeurs de marché et co-contractants des titres en securities lending

La Caisse n'autorise pas le securities lending.

## VI.7. Explications du résultat net des placements

### VI.7.1. Frais d'administration des placements financiers

(En milliers de CHF)	2015	2014
Frais de gestion des titres	3'043	2'291
Frais TER	3'844	1'960
Frais de consultants	96	16
Impôts à la source non-récupérables	24	-117
Frais de transactions et timbre fédéral	585	1'020
<b>Totaux</b>	<b>7'592</b>	<b>5'170</b>

Il convient de mentionner que les frais TER sont calculés sur la base des mouvements des capitaux de l'année et non pas sur les valeurs au 31 décembre. L'accroissement des frais de gestion des titres est entre autre lié à l'augmentation des positions d'investissements dans des fonds de placements décidés par le Comité, ce qui a permis de diminuer considérablement les positions en liquidités notamment. L'augmentation est aussi due en partie aux frais des nouveaux placements dans les positions alternatives. Reportés à l'ensemble des placements, les frais totaux représentent 0.285% de l'ensemble des positions des placements (cf chi VI.7.2 ci-après), ce qui est tout à fait en ligne avec le marché.

(En milliers de CHF)	Intérêts Dividendes	Gains réalisés	Pertes réalisées	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Frais	Totaux 2015
Liquidités et placements monétaires	2'009	926	-17'373	7'432	-3'703	-2	-10'711
Obligations suisses	868	6	-96	74	-382		470
Obligations étrangères	8'398	712	-6'494	12'952	-33'321		-17'753
Actions suisses	8'465	23'938	-16'064	19'877	-13'141		23'075
Actions étrangères	9'350	218	-755	5'767	-13'987		593
Fonds de placements immobiliers	1'105			7'082			8'187
Placements alternatifs	1'775	183	-350	3'039	-797		3'850
Participations	33			107			140
Frais d'administration des placements financiers						-7'592	-7'592
<b>Résultat net des placements financiers</b>	<b>32'003</b>	<b>25'983</b>	<b>-41'132</b>	<b>56'330</b>	<b>-65'331</b>	<b>-7'594</b>	<b>259</b>
	Loyers	Gains réalisés	Pertes réalisées	Ajustements de valeurs	Charges d'exploitation		
Immeubles	58'996			298	-10'935*		48'359
<b>Résultat net des placements</b>							<b>48'618</b>

\* Présentés dans les produits d'immeubles au niveau du compte d'exploitation

## VI.7.2. Frais de gestion des investissements collectifs

Taux de transparence des coûts (en milliers de CHF)	Montant	Rapport
Total des investissements transparents	3'707'485	99.997%
Total des investissements collectifs non-transparent	1'027	0.003%
<b>Investissement global</b>	<b>3'708'512</b>	<b>100.000%</b>

Le taux de transparence des coûts est de 99.56%

Coûts de la gestion des biens attribués (en milliers de CHF)	Montant	Rapport *
Coûts de gestion des biens comptabilisés directement dans le compte d'exploitation	3'748	0.14%
Indicateur de coûts des investissements collectifs avec transparence des coûts	3'844	0.15%
<b>Total des coûts de gestion et des biens attribués dans le compte d'exploitation</b>	<b>7'592</b>	<b>0.29%</b>

\* en % des investissements transparents

Coûts des investissements collectifs transparents par catégorie d'investissement Catégorie d'investissement (en milliers de CHF)	
Obligations suisses	4
Obligations étrangères	857
Actions suisses	201
Actions étrangères	636
Fonds de placements immobiliers	1'105
Placements alternatifs	1'041
<b>Total des investissements collectifs</b>	<b>3'844</b>

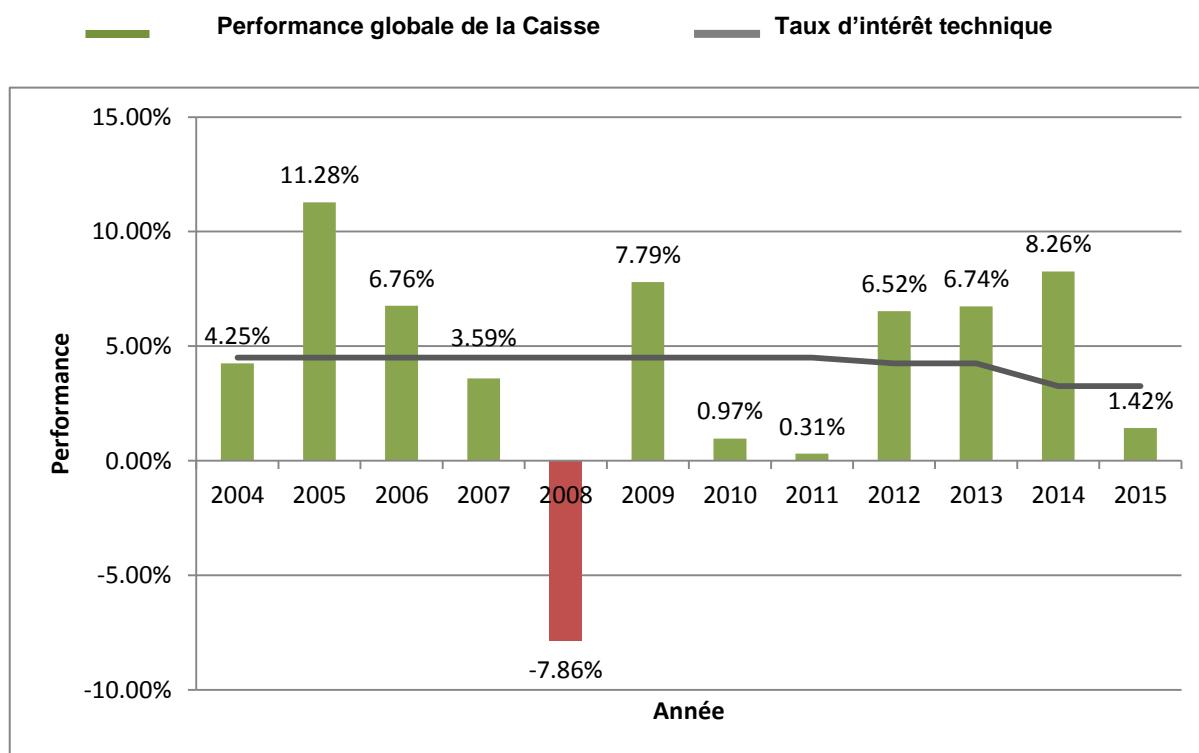
Liste des investissements collectifs non-transparents au bouclement (en milliers de CHF)				
ISIN	Emetteur	Nom titre	Quantité	Valeur du marché
<b>Placements alternatifs</b>				
CH0191060729	SG Issuer SA	3.75% Credit Linked Notes	1'000'000	1'027
<b>Total des investissements non-transparents</b>				<b>1'027</b>

### VI.7.3. Performance des placements

Le détail de la performance nette de l'ensemble des placements de la Caisse pour l'exercice 2015 se présente comme suit:

Genre de placements	Performance	
	2015	2014
Liquidités et placements à terme (CHF + monnaies étrangères)	-2.04%	0.14%
Prêts	0.56%	1.33%
Obligations suisses	-0.54%	2.47%
Obligations étrangères	-6.61%	7.56%
Actions suisses	3.72%	12.98%
Actions étrangères	-0.03%	19.03%
Fonds de placement immobilier suisses	5.89%	2.85%
Participations	7.99%	0.61%
Placements alternatifs	2.81%	12.22%
<b>Total des placements financiers</b>	<b>0.03%</b>	<b>9.25%</b>
Immeubles	5.06%	5.58%
<b>Total des placements immobiliers</b>	<b>5.06%</b>	<b>5.58%</b>
<b>Total des placements</b>	<b>1.42%</b>	<b>8.26%</b>

## Evolution de la performance globale de la Caisse



Année	Performance globale de la Caisse	Taux technique
2004	4.25%	4.50%
2005	11.28%	4.50%
2006	6.76%	4.50%
2007	3.59%	4.50%
2008	-7.86%	4.50%
2009	7.79%	4.50%
2010	0.97%	4.50%
2011	0.31%	4.50%
2012	6.52%	4.25%
2013	6.74%	4.25%
2014	8.26%	3.25%
2015	1.42%	3.25%
<b>Moyenne</b>	<b>4.42%</b>	<b>4.34%</b>

## VI.8. Immeubles

### VI.8.1. Généralités

Au 31 décembre 2015, la Caisse est propriétaire de 148 immeubles construits, représentant 6'965 objets, soit 2'986 appartements, 3'740 garages et places de parc et 239 locaux commerciaux.

### VI.8.2. Evolution des valeurs 2015 du parc immobilier (en milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	Rénovations	TOTAL
Valeurs actuelles au 1.1.2015	901'661	15'995	21'912	13'260	2'908	955'736
Mouvement 2015						
Acquisitions /	24'408			25'591	4'578	54'577
• constructions / rénovations						
• Ventes 2015						
• Mutations de groupe	28'408	-3'105	-9'195	-10'742	-5'366	0
Adaptations aux valeurs actuelles du 31.12.2015	-140					-140
<b>Valeurs actuelles au 31.12.2015</b>	<b>954'337</b>	<b>12'890</b>	<b>12'717</b>	<b>28'109</b>	<b>2'120</b>	<b>1'010'173</b>

Le taux moyen de capitalisation des « Immeubles construits » s’élève à 5.84% au 31 décembre 2015, contre 6.09% au 31 décembre 2014.

### VI.8.3. Résultats 2015 des immeubles (en milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	TOTAL
Adaptations des objets immobiliers aux valeurs actuelles du 31.12.2015	-140	0			-140
Résultats sur ventes					
Résultats d’exploitation (y. c. produits et charges communs)	48'054	62	-55	438	48'499
<b>Résultats globaux 2015</b>	<b>47'914</b>	<b>62</b>	<b>-55</b>	<b>438</b>	<b>48'359</b>
<u>Performances 2015</u>					
Immeubles construits					5.16%
Parc immobilier					5.06%
<u>Performances 2014</u>					
Immeubles construits					5.94%
Parc immobilier					5.58%

Les performances annuelles 2015 sont déterminées sur la base des résultats globaux du parc immobilier par rapport aux « valeurs réelles » au 1er janvier 2015.

La baisse de la performance est notamment due aux éléments suivants : premièrement, de nombreuses baisses de loyers ont été appliquées sur nos appartements eu égard à la baisse du taux hypothécaire de référence ; deuxièmement, la Caisse a procédé à de nombreuses rénovations sans pouvoir adapter les loyers à la hausse, compte tenu de ce qui précède. Les rénovations et les changements de locataires ont permis de maintenir les prix de location sans pouvoir toutefois capitaliser les fonds investis, ce qui se traduit par une baisse des performances.

Au résultat global de CHF 48.359 mios, il faut ajouter le résultat net des fonds de placements immobiliers qui est de CHF 8.187 mios. Le résultat net des placements immobiliers, tel que figurant dans le compte d'exploitation, est par conséquent de CHF 56.546 mios.

#### VI.8.4. Informations diverses

Des intérêts intercalaires sur les immeubles en construction, représentant un montant de CHF 438'403 figurent dans les rendements immobiliers du compte d'exploitation.

Les valeurs d'assurance incendie des immeubles construits s'élèvent à CHF 937'609'959.

Les frais d'administration ont crû de quelques CHF 450'000. Cette augmentation résulte d'une comptabilisation différente des frais d'une partie du personnel et des frais de locaux et d'énergie qui étaient précédemment portés en réduction des rendements immobiliers. D'autres positions telles que les frais informatiques ont subi une progression de l'ordre de 10%. Le Comité a nouvellement souscrit une police d'assurance contre les risques spéciaux et la fraude.

## **VII. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation**

Indication sur les titres de participation (rubrique « Participations »)

Sociétés	Capital-actions	Quote-part	
		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Régie de Fribourg SA, Fribourg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Fribourg	CHF 7'500'000	10.00%	10.00%

## **VIII. Demandes de l'Autorité de surveillance**

La BBSA a pris connaissance des comptes 2014 et n'a pas formulé de remarques significatives.

## **IX. Autres informations relatives à la situation financière**

### **IX.1. Découvert / Explication des mesures prises**

Le degré de couverture est défini conformément à la LPP et à ses dispositions d'application (art. 44 OPP 2). Il est calculé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année sur la base de la fortune au 31 décembre de l'exercice précédent.

En tant qu'institution de prévoyance d'une collectivité publique, la Caisse peut déroger au principe du bilan en caisse fermée aux conditions définies par les articles 72a et 72c LPP.

### **IX.2. Procédures juridiques en cours**

Aucune procédure en cours.

## **X. Evénements postérieurs à la date du bilan**

Néant.

Les comptes 2015, soit le rapport de gestion, le bilan, le compte P&P et les annexes ont été examinés et approuvés par le Comité en date du 16 mars 2016.

Fribourg, le 16 mars 2016



## Bilan technique

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

	en CHF	
	<b>31.12.2015</b>	<b>31.12.2014</b>
Total de l'actif	3'710'578'942	3'612'406'290
Dettes	- 9'203'642	- 8'849'777
Compte de régularisation du passif	- 3'663'117	- 3'450'308
<b>FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)</b>	<b>3'697'712'183</b>	<b>3'600'106'205</b>
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	2'538'166'061	2'466'407'946
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	5'714'154	5'628'793
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire	5'401'819	1'598'037
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime de pensions <sup>1</sup>	2'400'305'171	2'289'415'609
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime LPP <sup>1</sup>	10'030'694	10'387'226
<b>Capitaux de prévoyance</b>	<b>4'959'617'899</b>	<b>4'773'437'611</b>
Provision de longévité <sup>2</sup>	28'864'108	18'354'639
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	0	0
Provision d'adaptation des pensions	0	0
<b>Provisions techniques</b>	<b>28'864'108</b>	<b>18'354'639</b>
<b>CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)</b>	<b>4'988'482'007</b>	<b>4'791'792'250</b>
<b>RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)</b>	<b>40'444'361</b>	<b>154'609'206</b>
<b>EXCEDENT TECHNIQUE<sup>3</sup></b>	<b>- 1'331'214'185</b>	<b>- 1'346'295'251</b>

<b>DEGRE DE COUVERTURE<sup>4</sup></b>	<b>73.3 %</b>	<b>71.9 %</b>
<b>DEGRE DE COUVERTURE LEGAL (Article 44 alinéa 1 OPP2)<sup>5</sup></b>	<b>74.1 %</b>	<b>75.1 %</b>

<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	361'000'000	351'660'947
---	-------------	-------------

Remarques :

- 1) Bases techniques: VZ 2010 (P 2012) au taux d'intérêt technique de 3.25 %
- 2) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.
- 3) = FP - CP - RFV.
- 4) = [FP - RFV] / CP .
- 5) = FP / CP.



## Bilan technique selon le système financier statutaire<sup>1</sup>

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

	en CHF	31.12.2015	31.12.2014
Total de l'actif		3'710'578'942	3'612'406'290
Dettes		- 9'203'642	- 8'849'777
Compte de régularisation du passif		- 3'663'117	- 3'450'308
<b>FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)</b>		<b>3'697'712'183</b>	<b>3'600'106'205</b>
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions		1'857'937'557	1'770'880'905
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP		5'714'154	5'628'793
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire		5'401'819	1'598'037
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions <sup>2</sup>		1'757'023'385	1'643'800'407
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP <sup>2</sup>		10'030'694	10'387'226
<b>Capitaux de prévoyance<sup>3</sup></b>		<b>3'636'107'609</b>	<b>3'432'295'368</b>
Provision de longévité <sup>4</sup>		21'160'213	13'201'631
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés		0	0
Provision d'adaptation des pensions		0	0
<b>Provisions techniques</b>		<b>21'160'213</b>	<b>13'201'631</b>
<b>CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)</b>		<b>3'657'267'822</b>	<b>3'445'496'999</b>
<b>RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)</b>		<b>40'444'361</b>	<b>154'609'206</b>
<b>EXCEDENT TECHNIQUE<sup>5</sup></b>		<b>0</b>	<b>0</b>

<b>DEGRE D'EQUILIBRE<sup>6</sup></b>	<b>100.0 %</b>	<b>100.0 %</b>
<b>DEGRE D'EQUILIBRE (sans RFV)<sup>7</sup></b>	<b>101.1 %</b>	<b>104.5 %</b>

<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	361'000'000	351'660'947
---	-------------	-------------

Remarques :

- 1) Le système financier statutaire applicable est le régime de capitalisation partielle compte tenu du plan de financement proposé pour le régime de pensions et la capitalisation intégrale pour le régime LPP et le régime complémentaire. Au 31 décembre 2015, le plan de financement prévoit une couverture de 73.2 % des engagements du régime de pensions.
- 2) Bases techniques: VZ 2010 (P 2012) au taux d'intérêt technique de 3.25 %
- 3) Selon le système financier appliqué.
- 4) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.
- 5) = FP - CP - RFV.
- 6) = [FP - RFV] / CP .
- 7) = FP / CP .



## Bilan technique du régime de pensions selon l'art. 72a LPP

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

	en CHF	
	31.12.2015	31.12.2014
Total de l'actif	3'710'578'942	3'612'406'290
Dettes	- 9'203'642	- 8'849'777
Compte de régularisation du passif	- 3'663'117	- 3'450'308
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	- 5'714'154	- 5'628'793
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire	- 5'401'819	- 1'598'037
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP <sup>1</sup>	- 10'030'694	- 10'387'226
Provision de longévité du régime LPP	- 118'230	- 81'559
<b>FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE DU REGIME DE PENSIONS (FP)</b>	<b>3'676'447'286</b>	<b>3'582'410'590</b>
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	2'538'166'061	2'466'407'946
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions <sup>1</sup>	2'400'305'171	2'289'415'609
<b>Capitaux de prévoyance</b>	<b>4'938'471'232</b>	<b>4'755'823'555</b>
Provision de longévité du régime de pensions <sup>2</sup>	28'745'878	18'273'080
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	0	0
Provision d'adaptation des pensions	0	0
<b>Provisions techniques</b>	<b>28'745'878</b>	<b>18'273'080</b>
<b>CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)</b>	<b>4'967'217'110</b>	<b>4'774'096'635</b>
<b>RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)</b>	<b>40'444'361</b>	<b>154'609'206</b>
<b>RESERVE DE FLUCTUATION DANS LA REPARTITION (RFR)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>EXCEDENT TECHNIQUE<sup>3</sup></b>	<b>- 1'331'214'185</b>	<b>- 1'346'295'251</b>
<b>DEGRE DE COUVERTURE GLOBAL DU REGIME DE PENSIONS<sup>4</sup></b>	<b>73.2 %</b>	<b>71.8 %</b>
<b>DEGRE DE COUVERTURE DES ACTIFS DU REGIME DE PENSIONS<sup>5</sup></b>	<b>47.6 %</b>	<b>45.4 %</b>
<b>DEGRE DE COUVERTURE DES BENEFICIAIRES DU REGIME DE PENSIONS<sup>6</sup></b>	<b>100.0 %</b>	<b>100.0 %</b>
<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	361'000'000	351'660'947

Remarques :

- 1) Bases techniques: VZ 2010 (P 2012) au taux d'intérêt technique de 3.25 %
- 2) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.
- 3) = FP - CP - RFV.
- 4) = [FP - RFV - RFR] / CP.
- 5) = [FP - RFV - RFR - CPB - PTB] / (CPA + PTA).
- 6) = [FP - RFV - RFR] / (CPB + PTB), au maximum 100%



## RAPPORT DE L'ORGANE DE REVISION DE LA CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL DE L'ETAT DE FRIBOURG

Au Comité,

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg, comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe pour l'exercice 2015 arrêté au 31 décembre 2015.

### *Responsabilité du Comité*

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements, incombe au Comité. Cette responsabilité comprend l'organisation, la mise en place et le maintien d'un contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Comité est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

### *Responsabilité de l'expert en matière de prévoyance professionnelle*

Le Comité désigne pour la vérification, en plus de l'organe de révision, un expert en matière de prévoyance professionnelle. Ce dernier examine périodiquement si la Caisse de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales. Les provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels se calculent sur la base du rapport actuel de l'expert en matière de prévoyance professionnelle au sens de l'art. 52e al. 1 LPP en relation avec l'art. 48 OPP 2.

### *Responsabilité de l'organe de révision*

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément aux prescriptions légales et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit de façon à obtenir raisonnablement l'assurance que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.



Un audit inclut la mise en œuvre de contrôles en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées et du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

#### *Opinion d'audit*

Selon notre appréciation, les comptes annuels de l'exercice arrêté au 31 décembre 2015 sont conformes aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements.

#### **Rapport sur d'autres dispositions légales et réglementaires**

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément (art. 52b LPP) et d'indépendance (art. 34 OPP 2) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Nous avons également procédé aux vérifications prescrites aux art. 52c al. 1 LPP et 35 OPP 2. Le Comité répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions légales et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements.

#### **Nous avons vérifié :**

- si l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution;
- si les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires;
- si les comptes de vieillesse étaient conformes aux dispositions légales;
- si les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration des liens d'intérêts étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême;

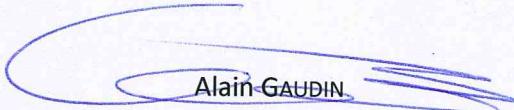


- si les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance;
- si les opérations passées avec des personnes proches qui nous ont été annoncées garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

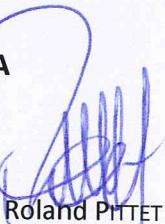
Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentant un total du bilan de CHF 3'710'578'942 ainsi qu'un excédent de produits de CHF 15'081'066.

Multifiduciaire Fribourg SA



Alain GAUDIN

Expert-réviseur agréé



Roland PITTEL

Expert-réviseur agréé  
Réviseur responsable

Fribourg, le 16 mars 2016

Annexe : Comptes annuels comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe





*Freiburg, 16. März 2016*

## **Verwaltungsbericht 2015**

Die Aufgabe der Pensionskasse des Staatspersonals Freiburg (im Folgenden: die Kasse) besteht darin, im Rahmen der beruflichen Vorsorge Leistungen im Alter, bei Invalidität und im Todesfall zu versichern. Zu diesem Zweck ist sie mit dem Gesetz über die Pensionskasse des Staatspersonals (im Folgenden: PKG), welches 2012 in Kraft getreten ist, ausgestattet worden. Im November 2014 wurde eine Änderung des PKG vollzogen. Diese wird spätestens im Jahr 2017 in Kraft treten und betrifft eine Erhöhung des Beitragssatzes, nachdem der Grosse Rat dem Finanzierungsprojekt zugestimmt hat.

### **Vorstandsmitglieder und Personen, die für die Kasse arbeiten**

Der Vorstand ist das Führungsorgan der Kasse. Er beaufsichtigt und kontrolliert die Verwaltung und vertritt die Kasse nach aussen. Er ist paritätisch aus Vertretern der Versicherten und Arbeitgeber zusammengesetzt.

Im Verlaufe des Jahres 2015 hat der Vorstand mit Unterstützung eines externen Finanzmarktspezialisten, der eng mit der Anlagekommission zusammenarbeitet, seine eigenen Vermögensverwaltungs-Kompetenzen gestärkt. Eine zweite Person wird demnächst eingestellt, um diese Fähigkeiten weiter auszubauen.

### **Vermögensanlagen**

Um die Sicherheit, die Rentabilität, die entsprechende Aufteilung der Risiken und eine ausreichende Liquidität zu gewährleisten, wird das Vermögen der Kasse in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des BVG und des BVV2 angelegt. In Bezug auf die reglementarischen Bestimmungen kann das Jahr 2015 wie folgt zusammengefasst werden:

Im Jahr 2015 in Kraft getreten sind oder aktualisiert wurden folgende Dokumente:

- > das Anlagereglement (aktualisiert) ;
- > das Reglement über die direkten Immobilienanlagen (aktualisiert) ;
- > Richtlinien über die Anlagen (neu) ;
- > Richtlinien zur Ausübung der Stimmrechte (neu) ;
- > Richtlinien über die Bewertung und die Grundsätze zur Bilanzierung von Vermögenswerten [Rechnungslegungsrichtlinien] (aktualisiert).

Im Verlaufe des Jahres 2015 hat der Vorstand die Firma Ethos, Schweizerische Stiftung für nachhaltige Entwicklung, die derzeit 219 Pensionskassen vereinigt beauftragt das Portfolio der Kasse unter dem Aspekt Umwelt, Soziales und Unternehmensführung (ESG) zu analysieren. Die Kasse setzt damit ihre Bereitschaft in die Praxis um, die Werte einer nachhaltigen Entwicklung, vor allem die wirtschaftliche Nachhaltigkeit zu berücksichtigen. Die Ergebnisse dieser Studie stehen auf der Website der Kasse zur Verfügung.

Die Anlagerichtlinien enthalten eine Ausschlussliste von Branchen oder Unternehmen, in welche die Kasse aus ethischen Gründen nicht direkt investieren will. Es handelt sich um Unternehmen, die in folgenden Bereichen tätig sind oder dort zu den wichtigen Akteuren gehö-

ren: Rüstung, Kernenergie, Herstellung von Zigaretten, Zigarren und Pfeifentabak, Glücksspiel, Pornographie, GVO-Produktion.

Insgesamt war das Portfolio gut aufgestellt, hatte aber Verbesserungspotential. Damit das Score erhöht werden konnte, wurden Ende 2015 Positionen von Unternehmen verkauft, welche die Richtlinien nicht erfüllten.

Über alle Investitionen gesehen (Finanz- und Immobilienanlagen) realisierte die Kasse eine Performance von 1,42% und nimmt damit im Vergleich zu den anderen Kassen einen Platz im ersten oder zweiten Quartil ein.

> Wertschriftenanlagen

Nach der Aufhebung des Mindestkurses durch die SNB am 15. Januar 2015 haben alle Pensionskassen das Jahr mit einer grossen Unterdeckung begonnen. Während Obligationen seit einigen Jahren nicht mehr genug einbringen und Geldanlagen mit Negativzinsen bestraft werden, bleiben nur Investitionen in Aktien, alternative Anlagen und Immobilienfonds, um eine ausreichende Performance im Laufe des Jahres zu erreichen.

Während 2013 und 2014 ausgezeichnete Jahre für Aktienanlagen waren, hat diese Anlageklasse im Jahr 2015 eine hohe Volatilität erfahren. Die Auswirkungen der Ankündigungen von SNB und Fed, sowie die Situation in Griechenland und China haben dem Aktienbestand nie erlaubt sich zu erholen und den Wert von Anfang Jahr wieder zu erreichen. Trotz diesen Nachrichten beendet die Kasse das Jahr mit einer positiven Gesamtleistung auf Finanzanlagen von 0,03%, einschliesslich der Anteile der Immobilienanlagestiftungen. Die Ausgangslage für das Jahr 2016 war auch nicht gerade die beste. Dieser fehlende Ertrag seitens der traditionellen Anlageklassen zwingt den Vorstand alternative Lösungen zu finden und ist für die Vorsorgeeinrichtungen in den kommenden Jahren eine echte Herausforderung.

Dadurch, dass das Schweizer Volk am 3. März 2013 die Minder-Initiative angenommen hat, sind die Pensionskassen seit 2015 zur Ausübung des Stimmrechts als Aktionär eines Schweizer Unternehmens verpflichtet. Diese Jahr war eine gute Gelegenheit für die Kasse ihr Stimmrecht auszuüben. Dafür wurde eigens eine Abstimmungskommission geschaffen, welche geregelt durch die Richtlinie zur Ausübung der Stimmrechte und basierend auf den Empfehlungen einer externen Stelle, derzeit die Firma Ethos, ihre Stimme zu den Punkten der Tagesordnung abgibt.

> Immobilien

Eine Liegenschaft in Düdingen (Quartier Chännelmatte) und eine Liegenschaft in Estavayer-le-Lac konnten zur Erstvermietung freigegeben werden.

In Marly (Bau eines Gebäudes für Senioren) und in Châtel-Saint-Denis, sind die Projekte aufgrund von Einsprachen noch anhängig.

Die Kasse hat die Arbeiten für den Wohnungsbau für Senioren in Léchelles in Angriff genommen und einen Kredit für den Bau von drei Gebäuden in Farvagny genehmigt. Im 2015 hat die Kasse auch drei Gebäude in Brugg im Rahmen einer Diversifizierung seiner Liegenschaften ausserhalb des Kantons erworben.

### **Neuanschlüsse aufgrund von Fusionen**

Am 9. Dezember 2010 hat der Grosse Rat das Gesetz über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG) verabschiedet; es ist am 1. Januar 2012 in Kraft getreten und läuft am 31. Dezember 2018 ab. Dieses Gesetz fördert Fusionen von Gemeinden, von denen einige bei

der Kasse angeschlossen sind. Weil ein Arbeitgeber nur einer einzigen Pensionskasse angeschlossen sein kann, wird von der durch den Zusammenschluss neu entstandenen Gemeinde oft die Pensionskasse des Staatspersonals Freiburg ausgewählt. Damit wächst die Anzahl der bei der Kasse versicherten Personen stetig an. Vermutlich setzt sich dieser Trend bis Ende 2018 fort.

### **Versicherungstechnisches Gutachten und ALM**

Die Kasse hat nach der Genehmigung des Finanzierungsprojekts durch den Grossen Rat im Jahr 2014, eine neue Asset-Liability-Studie (ALM; Analyse der Kongruenz zwischen Aktiven und Passiven) vorgenommen. Diese Studie erlaubt die periodische Überprüfung der mittel- und langfristigen Übereinstimmung zwischen der Anlage des Vermögens und den Verpflichtungen. Gleichzeitig hat die Kasse vom Pensionskassenexperten prüfen lassen, ob ihr finanzielles Gleichgewicht auch im System der Teilfinanzierung langfristig gewährleistet ist und der Finanzierungsplan im Sinne von Art. 72a Abs. 1 BVG eingehalten wird.

Die Ergebnisse dieser verschiedenen Studien haben gezeigt, dass die Kasse sowohl im Versichertengut als auch im verwalteten Vermögen wachsen wird. Obwohl die Kasse erst gerade ihr erstes Jahr mit der neuen Projektfinanzierung abgeschlossen hat, empfiehlt der anerkannte Pensionskassenexperte der Kasse den technischen Zinssatz erneut zu senken, damit die sogenannte Richtlinie FRP4 der Schweizerischen Kammer der Pensionskassenexperten eingehalten werden kann. Zur Erinnerung: Die Kasse hat den technischen Zinssatz innerhalb dreier Jahre bereits zwei Mal herabgesetzt (von 4,5% auf 4,25% im Jahr 2012 und von 4,25% auf 3,25% im Jahr 2014).

Ein weiterer Rückgang in diesem Tempo würde für die Kasse wiederum eine signifikante Erhöhung ihrer versicherungstechnischen Verpflichtungen bedeuten. Der Vorstand und die Kasse werden sich Überlegungen zu dieser Frage machen müssen.

### **Künftige Herausforderungen**

Der Vorstand muss unter Berücksichtigung der Anpassung der technischen Grundlagen, von uns einige, wie z.B. der technische Zinssatz vom Pensionskassenexperten auferlegt worden sind oder die Auswirkungen der höheren Lebenserwartung und die rückläufige Rendite des „dritten Beitragszahlers“ (d.h. die Anlagerenditen), ein optimales Gleichgewicht zwischen der Finanzierung der Kasse und der zu erbringenden Leistung finden.

Um eine noch bessere Überwachung der Finanzausweise der Kasse zu ermöglichen, wird im Jahr 2016 zudem der Aufbau neuer interner Werkzeuge an die Hand genommen.

Die Jahresrechnung 2015, d.h. der Geschäftsbericht, die Bilanz, die Betriebsrechnung und die Anhänge wurden vom Vorstand geprüft und am 16. März 2016 genehmigt.

G. Godel  
Präsident

C. Schafer  
Verwalter

## 2. Bilanz & Betriebsrechnung

### JAHRESRECHNUNGEN 2015 UND 2014

#### BILANZ

<b>AKTIVEN</b>	<b>31.12.2015</b>	<b>31.12.2014</b>
	CHF	CHF
<b>Vermögensanlagen</b>	<b>3'708'521'364</b>	<b>3'608'828'893</b>
<b>Flüssige Mittel und Geldmarktanlagen</b>	<b>529'132'016</b>	<b>810'650'005</b>
Betriebskonten	32'230'346	65'184'900
Anlagekonten	86'904'866	82'215'105
Terminanlagen	411'250'000	402'250'000
Darlehen	0	261'000'000
Terminwechseloperationen	-1'253'196	0
<b>Forderungen</b>	<b>11'367'811</b>	<b>10'401'949</b>
Verrechnungs- und Quellensteuer	7'108'267	5'029'612
Arbeitgeberbeiträge	3'744'835	4'390'971
Arbeitnehmerbeiträge	161'598	872'652
Diverse Forderungen	353'111	108'714
<b>Wertschriften</b>	<b>1'876'215'481</b>	<b>1'639'625'343</b>
<b>Obligationsanlagen</b>	<b>569'912'961</b>	<b>447'448'690</b>
Obligationen Schweiz	50'064'110	49'471'178
Obligationen Ausland	519'848'851	397'977'512
<b>Aktien und Beteiligungen</b>	<b>1'306'302'520</b>	<b>1'192'176'653</b>
Aktien Schweiz	695'507'116	576'710'778
Aktien Ausland	608'931'786	613'709'552
Beteiligungen	1'863'618	1'756'323
<b>Immobilien</b>	<b>1'138'109'275</b>	<b>1'074'794'145</b>
<b>Liegenschaften</b>	<b>1'137'743'893</b>	<b>1'074'725'097</b>
Gebaute Liegenschaften	954'337'565	901'662'609
Zu vermietende Liegenschaften	12'889'300	15'994'544
Bauland	12'716'640	21'911'724
Im Bau befindliche Liegenschaften	28'108'832	13'259'544
Renovationen	2'120'108	2'907'491
Immobilienanlagefonds Schweiz	127'571'448	118'989'185
Transitorische auf Liegenschaften	365'382	69'048
<b>Alternative Anlagen</b>	<b>153'696'781</b>	<b>73'357'451</b>
<b>Aktive Rechnungsabgrenzungen</b>	<b>2'057'578</b>	<b>3'577'397</b>
Aufgelaufene Zinsen	2'030'392	3'577'397
Abgrenzung Ertragsposten	27'186	0
<b>TOTAL DER AKTIVEN</b>	<b>3'710'578'942</b>	<b>3'612'406'290</b>

## JAHRESRECHNUNGEN 2015 UND 2014

### BILANZ

PASSIVEN	<u>31.12.2015</u> CHF	<u>31.12.2014</u> CHF
<b>Verbindlichkeiten</b>	<b>9'203'642</b>	<b>8'849'777</b>
<b>Freizügigkeitsleistungen und Renten</b>	<b>4'160'961</b>	<b>4'763'378</b>
<b>Andere Verbindlichkeiten</b>	<b>5'042'681</b>	<b>4'086'399</b>
Gläubiger	67'211	828'133
Kontokorrente	4'213'001	2'523'145
Sicherheitsfonds	762'469	735'121
<b>Passive Rechnungsabgrenzungen (transitorische Passiven)</b>	<b>3'663'117</b>	<b>3'450'308</b>
Transitorische Passiven	60'725	46'493
Transitorische Passiven auf Wertschriften	169'829	162'851
Transitorische Passiven auf Liegenschaften	3'432'563	3'240'964
<b>Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen</b>	<b>4'988'482'007</b>	<b>4'791'792'250</b>
<b>Vorsorgekapital aktive Versicherte</b>	<b>2'549'282'034</b>	<b>2'473'634'776</b>
Freizügigkeitsleistungen der aktiven Versicherten	2'538'166'061	2'466'407'946
Altersguthaben der aktiven Versicherten des BVG-Plans	5'714'154	5'628'793
Kapitalien der aktiven Versicherten des Kader-Zusatzplans	5'401'819	1'598'037
<b>Vorsorgekapital Pensionsberechtigte</b>	<b>2'410'335'865</b>	<b>2'299'802'835</b>
Deckungskapital der laufenden Pensionen	2'400'305'171	2'289'415'609
Deckungskapital der laufenden Renten des BVG-Plans	10'030'694	10'387'226
<b>Technische Rückstellungen</b>	<b>28'864'108</b>	<b>18'354'639</b>
Rückstellung für höhere Lebenserwartung	28'864'108	18'354'639
Rückstellung für Aufwertung der Summe der versicherten Löhne	0	0
<b>Anteilsverteilung (gemäss Finanzierungsprojekt)</b>	<b>-1'331'214'185</b>	<b>-1'346'295'251</b>
<b>Wertschwankungsreserve</b>	<b>40'444'361</b>	<b>154'609'206</b>
Wertschwankungsreserve	40'444'361	154'609'206
<b>Freies Vermögen (+) / Unterdeckung (-)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Technischer Fehlbetrag: Stand zu Beginn der Periode	-1'346'295'251	-1'263'827'540
Erhöhung finanziert aus Anteilsverteilung	1'331'214'185	1'346'295'251
Aufwandüberschuss	15'081'066	-82'467'711
<b>TOTAL DER PASSIVEN</b>	<b>3'710'578'942</b>	<b>3'612'406'290</b>

## JAHRESRECHNUNGEN 2015 UND 2014

### BETRIEBSRECHNUNG

	<b>2015</b> CHF	<b>2014</b> CHF
<b>Ordentliche Beiträge und Einlagen</b>	<b>254'495'359</b>	<b>249'366'042</b>
Beiträge Arbeitnehmer	101'040'565	99'191'208
Beiträge Arbeitgeber	138'216'927	135'567'428
Zusatzbeiträge Arbeitnehmer	460'428	492'055
Einkäufe	14'777'439	14'115'351
<b>Eintrittsleistungen</b>	<b>58'479'346</b>	<b>51'438'004</b>
Freizügigkeitsleistungen	56'377'173	49'691'210
Rückzahlungen von WEF-Vorbezügen	2'102'173	1'746'794
<b>Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen</b>	<b>312'974'705</b>	<b>300'804'046</b>
<b>Reglementarische Leistungen</b>	<b>-184'319'699</b>	<b>-173'386'078</b>
Altersrenten	-146'273'688	-136'977'254
Hinterlassenenrenten	-18'117'681	-18'163'147
Invalidenrenten	-7'502'113	-7'652'939
Kapitalleistungen bei Pensionierung	-11'389'909	-10'123'687
Kapitalleistungen bei Tod und Invalidität	-1'036'308	-469'051
<b>Austrittsleistungen</b>	<b>-76'018'562</b>	<b>-68'325'180</b>
Freizügigkeitsleistungen bei Austritt	-67'024'215	-58'665'434
Vorbezüge WEF/Scheidung	-8'994'347	-9'659'746
<b>Abfluss für Leistungen und Vorbezüge</b>	<b>-260'338'261</b>	<b>-241'711'258</b>
<b>Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien, technische Rückstellungen</b>	<b>-196'689'757</b>	<b>-563'260'084</b>
Bildung Vorsorgekapitalien aktive Versicherte	-75'647'258	-228'726'138
Bildung Vorsorgekapitalien Rentenberechtigte	-110'533'030	-377'508'085
Bildung von Rückstellungen für höhere Lebenserwartung	-10'509'469	42'974'139
<b>Versicherungsaufwand</b>	<b>-762'469</b>	<b>-735'121</b>
Beiträge an Sicherheitsfonds	-762'469	-735'121
<b>Netto-Ergebnis aus dem Versicherungsteil</b>	<b>-144'815'782</b>	<b>-504'902'417</b>
<b>Netto-Ergebnis aus Vermögensanlagen</b>	<b>48'617'629</b>	<b>262'915'491</b>
Netto-Ergebnis der flüssigen Mittel	-10'711'705	4'178'377
Netto-Ergebnis der Obligationen	-17'284'114	26'538'649
Netto-Ergebnis der Aktien und Beteiligungen	23'809'028	173'996'329
Netto-Ergebnis der alternativen Anlagen	3'850'597	8'879'139
Netto-Ergebnis der Immobilienanlagen	56'546'227	54'493'281
Verwaltungsaufwand der Vermögensanlagen	-7'592'404	-5'170'284
<b>Sonstiger Ertrag</b>	<b>170'167</b>	<b>281'754</b>
Ertrag aus erbrachten Dienstleistungen	91'050	96'013
Übrige Erträge	79'117	185'741
<b>Sonstiger Aufwand</b>	<b>-218'948</b>	<b>-22'362</b>
<b>Verwaltungsaufwand</b>	<b>-2'836'845</b>	<b>-2'391'465</b>
Allgemeine Verwaltung	-2'665'649	-2'270'038
Revisionsstelle und Pensionskassenexperte	-143'539	-104'292
Aufsichtsbehörden	-27'657	-17'135
<b>Ergebnis vor Auflösung/Bildung der Wertschwankungsreserve</b>	<b>-99'083'779</b>	<b>-244'118'999</b>
<b>Veränderung der Wertschwankungsreserve</b>	<b>114'164'845</b>	<b>161'651'288</b>
<b>Jahresergebnis</b>	<b>15'081'066</b>	<b>-82'467'711</b>

ZUSAMMENFASSUNG DER BETRIEBSRECHNUNGEN 2015 UND 2014

RUBRIKEN	TOTAL		PENSIONS-VORSORGE		BVG-VORSORGE		KADER-ZUSATZ	
	2015 CHF	2014 CHF	2015 CHF	2014 CHF	2015 CHF	2014 CHF	2015 CHF	2014 CHF
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen	312'974'705	300'804'047	303'451'648	293'334'081	5'797'316	5'661'162	3'725'741	1'808'804
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge	-260'338'261	-241'711'259	-253'946'378	-235'381'582	-6'326'141	-6'329'677	-65'742	0
Auflösung/Bildung von Vorsorgekapitalien	-196'689'757	-563'260'084	-193'120'475	-561'338'167	234'500	-323'880	-3'803'782	-1'598'037
Beiträge an Sicherheitsfonds	-762'469	-735'121	-750'681	-723'225	-11'788	-11'896	0	0
Netto-Ergebnis Versicherungsteil	-144'815'782	-504'902'417	-144'365'886	-504'108'893	-306'113	-1'004'291	-143'783	210'767
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlagen	48'617'629	262'915'491						
Sonstiger Ertrag	170'167	281'754						
Sonstiger Aufwand	-218'948	-22'362						
Verwaltungsaufwand	-2'836'845	-2'391'465						
Veränderung der Wertschwankungsreserve	114'164'845	161'651'288						
Jahresergebnis	15'081'066	-82'467'711	-144'365'886	-504'108'893	-306'113	-1'004'291	-143'783	210'767

### **3. ANHANG ZUR JAHRESRECHNUNG**

#### **I. Grundlagen und Organisation**

##### **I.1. Rechtsform und Zweck**

Die Pensionskasse des Staatspersonals (nachfolgend: die Kasse) ist eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit. Ihr Sitz ist in Freiburg.

Der Zweck der Kasse besteht darin, Leistungen im Rahmen der beruflichen Vorsorge bei Pensionierung, Invalidität und Tod zu gewährleisten.

##### **I.2. BVG-Registrierung und Sicherheitsfonds BVG**

Die Kasse ist bei der zuständigen Aufsichtsbehörde im Register für die berufliche Vorsorge eingetragen. Seit 2012 sind alle Vorsorgeeinrichtungen mit Sitz im Kanton Freiburg der Aufsicht der Bernischen BVG- und Stiftungsaufsicht (BBSA) unterstellt.

Zudem ist sie dem Sicherheitsfonds BVG angeschlossen und bezahlt diesem Beiträge.

##### **I.3. Rechtliche Grundlagen und Reglemente**

Die Tätigkeit der Kasse wird wie folgt geregelt:

- a. Gesetzliche Bestimmungen
  - > Gesetz vom 12. Mai 2011 über die Pensionskasse des Staatspersonals (PKG)
  - > Reglement vom 22. September 2011 über den Pensionsplan der Pensionskasse des Staatspersonals (RPP)
  - > Reglement vom 22. September 2011 über den BVG-Plan der Pensionskasse des Staatspersonals (RBVGP)
  - > Reglement vom 22. September 2011 über die Wohneigentumsförderung mit Mitteln der beruflichen Vorsorge für die Versicherten der Pensionskasse des Staatspersonals (RWEF)
  - > Reglement vom 13. Februar 2014 über den Zusatzplan für die Kader des Staatspersonals, die bei der Pensionskasse des Staatspersonals versichert sind (RKZP)
  
- b. Interne Reglementierung
  - > Reglement über die finanziellen Kompetenzen und die Zeichnungsberechtigung Version vom: 28. Mai 2015
  - > Reglement über die technischen Rückstellungen 1. September 2006
  - > Reglement über den Anschluss von auswärtigen Institutionen 22. September 2011
  - > Reglement über die Teilliquidation 22. September 2011
  - > Organisationsreglement 29. Oktober 2012
  - > Anlagereglement 18. Dezember 2014
  - > Anlagerichtlinien 18. Dezember 2014

- > Richtlinien zur Ausübung der Stimmrechte 18. Dezember 2014
- > Richtlinien zur Bewertung und zu den Grundsätzen der Bilanzierung von Vermögenswerten (Rechnungslegungsrichtlinien) 18. Dezember 2014

Die Kasse ist Mitglied des Schweizerischen Pensionskassenverbandes (ASIP), welcher im Jahre 2008 eine Charta sowie Fachrichtlinien bezüglich Loyalität und Integrität in der Verwaltung von Vorsorgeeinrichtungen erlassen hat. Die Charta ist ein für alle ASIP-Mitglieder verbindlicher Verhaltenskodex und vervollständigt die anwendbaren Gesetzesbestimmungen des BVG in diesem Bereich (Art. 48f und folgende; BVV2).

## **I.4. Paritätisches Führungsorgan / Zeichnungsberechtigung**

### **I.4.1. Paritätisches Führungsorgan / Vorsitz / Verwaltung**

Der Vorstand der Kasse besteht aus zwölf Mitgliedern, wovon sechs den Staat als Arbeitgeber und sechs die Arbeitnehmer vertreten. Ein Rentnervertreter, gewählt von den Personen, die Anrecht auf eine Alterspension der Kasse haben, nimmt an Vorstandssitzungen mit beratender Stimme teil.

Am 31. Dezember 2015 setzte sich der Vorstand wie folgt zusammen:

<u>Vertreter des Staates</u>	<u>Arbeitnehmervertreter</u>
GODEL Georges, Präsident	MUTRUX Gérald, Vizepräsident
AUBRY Laurent	DELLEY Stéphane
BROILLET Philippe	FRAGNIERE Bernard
BERSET Daniel	MINDEL Claude
HAYOZ Markus	SAVOY Jean-Daniel
MORARD Martine	TOPINKOVA Klara
<u>Vertreter der Rentnervereinigung AREF (mit beratender Stimme)</u>	
HEIMO Robert	

Die Mitglieder des Vorstandes bilden zusammen drei verschiedene Ausschüsse, deren Zusammensetzung am 31. Dezember 2015 die folgende war:

<u>Verwaltungskommission</u>	<u>Immobilienkommission</u>	<u>Anlagekommission</u>
FRAGNIERE Bernard	SAVOY Jean-Daniel	BROILLET Philippe
MINDEL Claude	AUBRY Laurent	MUTRUX Gérald
MORARD Martine	DELLEY Stéphane	TOPINKOVA Klara
BERSET Daniel	HEIMO Robert	HAYOZ Markus

Die Kasse wird unter der Leitung von Herrn Claude Schafer, Verwalter geführt.

### **I.4.2. Finanzielle Kompetenzen und Zeichnungsberechtigung**

Die Zeichnungsberechtigungen und die finanziellen Kompetenzen stützen sich auf das Reglement vom 28. Mai 2015 über die finanziellen Kompetenzen und die Zeichnungsberechtigung. Die Vertretung der Kasse gegenüber Dritten erfolgt durch die Vorstandsmitglieder oder die zuständigen Sachbearbeiter jeweils mit Kollektivunterschrift zu zweien.

Die Kasse ist ausserdem seit dem 25. August 2015 im Handelsregister eingetragen.

**I.5. Experte, Revisionsstelle, Aufsichtsbehörde**

I.5.1. Experte für die berufliche Vorsorge (Pensionskassenexperte) :  
Pittet Associés S.A. à Genève

**I.5.2. Revisionsstelle**

Multifiduciaire Fribourg S.A. à Fribourg

**I.5.3. Aufsichtsbehörde**

Bernische BVG- und Stiftungsaufsicht (nachfolgend: BBSA) in Bern seit dem 1. Januar 2012

**I.6. Angeschlossene Arbeitgeber**

Der Kasse haben sich im Jahr 2015 keine neuen Arbeitgeber angeschlossen.

## II. Aktive Mitglieder und Rentenberechtigte – Demographisches Verhältnis

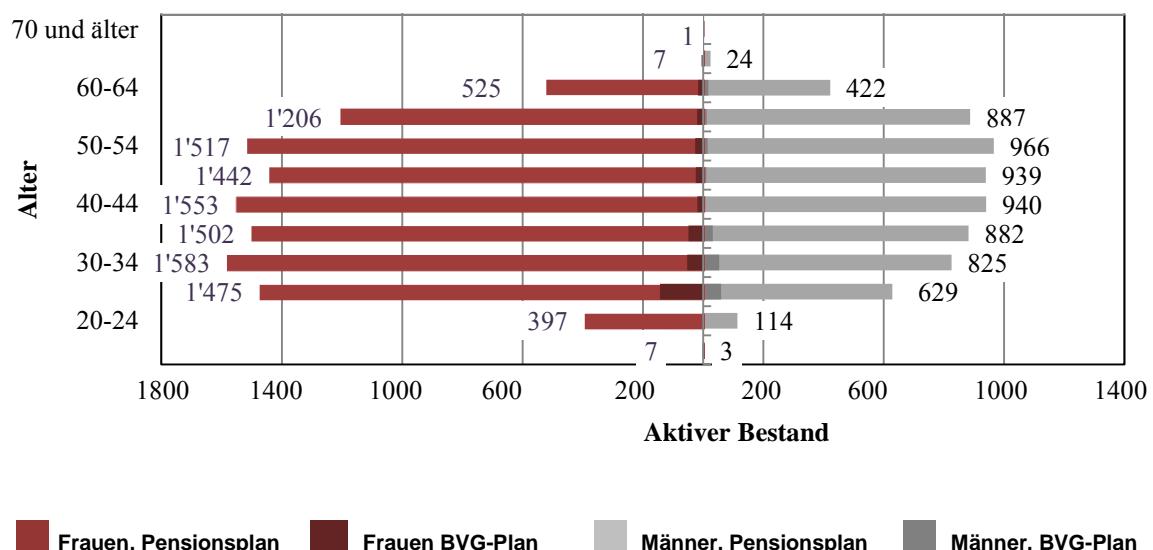
### II.1. Aktive Versicherte

Vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 2015 betrug der Nettoanstieg der bei der Kasse versicherten Mitglieder 111 Personen. Die Gesamtzahl der versicherten Mitglieder ist, über alle Pläne gesehen, von 18'305 auf 18'416 Personen (oder 18'541 Dossiers) gestiegen.

Frauen stellen etwas mehr als 62% des Personalbestandes.

Es sei daran erinnert, dass Versicherte im BVG-Plan vor allem Arbeitnehmer mit Verträgen von weniger als einem Jahr sind.

#### Alterspyramide der aktiven Versicherten nach Geschlecht und Vers.-Plan



#### Anzahl und Altersstruktur der aktiven Versicherten nach Geschlecht und Vers.-Plan

Alter	Frauen				Männer				Gesamtotal
	RP	BVG	RZP	Total	RP	BVG	RZP	Total	
70 und älter	1			1					1
65-69	7	5		12	24	3	3	30	42
60-64	525	17	1	543	422	17	11	450	993
55-59	1'206	20	3	1'229	887	12	17	916	2'145
50-54	1'517	26	3	1'546	966	15	27	1'008	2'554
45-49	1'442	24	5	1'471	939	11	24	974	2'445
40-44	1'553	19	8	1'580	940	8	11	959	2'539
35-39	1'502	49	4	1'555	882	32	8	922	2'477
30-34	1'583	53		1'636	825	53		878	2'514
25-29	1'475	143		1'618	629	60		689	2'307
20-24	397	3		400	114			114	514
15-19	7			7	3			3	10
<b>Total</b>	<b>11'215</b>	<b>359</b>	<b>24</b>	<b>11'598</b>	<b>6'631</b>	<b>211</b>	<b>101</b>	<b>6'943</b>	<b>18'541</b>

#### Jährliche Veränderung

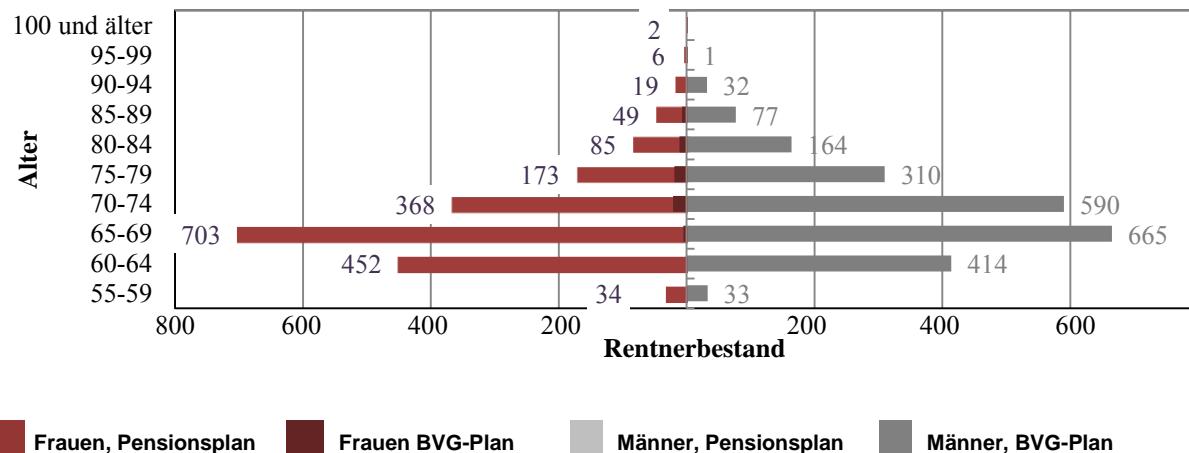
Bestand	2015	2014	Veränderung	Durchschnittsalter	2015	2014	Veränderung
Pensionsplan	17'846	17'594	1.4%	Pensionsplan	43.02	42.96	0.1%
BVG-Plan	570	711	-19.8%	BVG-Plan	37.71	38.12	-1.1%
Kader-Zusatzplan	125	117	6.8%	Kader-Zusatzplan	50.34	50.42	-0.2%
<b>Total</b>	<b>18541</b>	<b>18422</b>	<b>0.6%</b>	<b>Total</b>	<b>42.57</b>	<b>42.83</b>	<b>-0.6%</b>

## II.2. Pensions- und Rentenbegünstigte

Vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 2015 betrug der Nettoanstieg der Rentenbegünstigten der Kasse 274 Personen. Die Gesamtzahl der Rentenbegünstigten ist, über alle Pläne gesehen, von 5'184 auf 5'458 Personen gestiegen.

Frauen stellen etwas mehr als 53% des Bestandes der Rentenbegünstigten.

### Alterspyramide der Rentenbegünstigten nach Geschlecht und Vers.-Plan



### Anzahl und Altersstruktur der Rentenbegünstigten nach Geschlecht und Vers.-Plan

Alter	Frauen			Männer			Gesamttotal
	PP	BVG	Total	PP	BVG	Total	
100 und älter	2		2				2
95-99	6		6				7
90-94	19		19	32		32	51
85-89	49	7	56	77	1	78	134
80-84	85	11	96	164	5	169	265
75-79	173	19	192	310	8	318	510
70-74	368	21	389	590	11	601	990
65-69	703	5	708	665	5	670	1378
60-64	452	1	453	414		414	867
55-59	34	34	33			33	67
<b>Gesammttotal</b>	<b>1891</b>	<b>64</b>	<b>1955</b>	<b>2286</b>	<b>30</b>	<b>2316</b>	<b>4271</b>

### Jährliche Veränderung

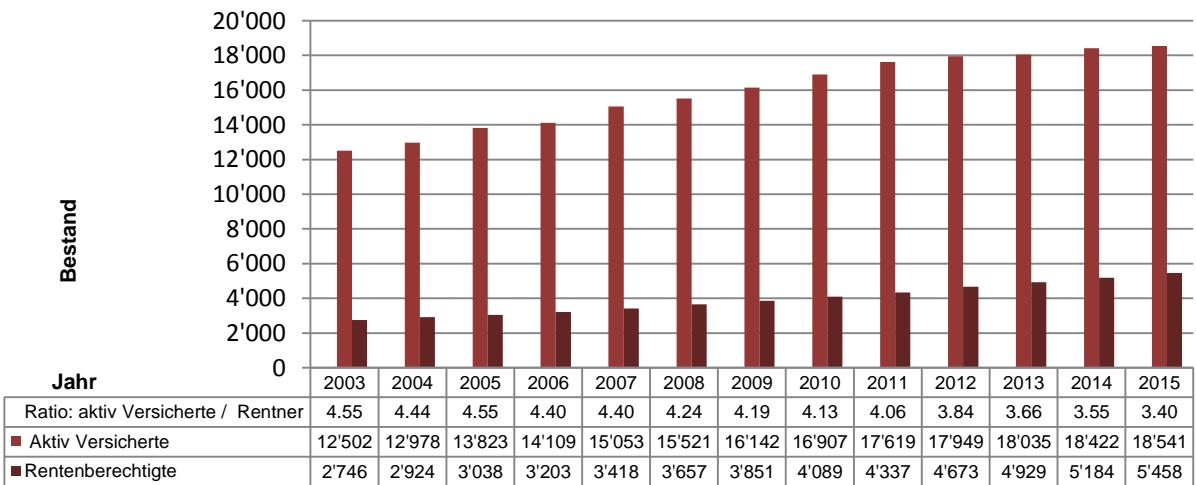
Bestand	2015	2014	Veränderung
Pensionsplan	5'320	5'043	277
Alterspensionen	4'177	3'890	287
Invalidenpensionen	292	304	- 12
Ehegattenpensionen	730	722	8
Waisenpensionen	63	68	- 5
Pensionierten-Kinderpension	41	48	- 7
Invaliden-Kinderpension	17	11	6
BVG-Plan	138	141	- 3
Altersrenten	94	94	0
Invalidenrente	21	22	- 1
Ehegattenrenten	15	15	0
Waisenrenten	2	3	- 1
Alters.Kinderrenten		6	- 6
Invaliden-Kinderrenten	6	1	5
<b>Total</b>	<b>5458</b>	<b>5184</b>	<b>274</b>

Durchschnittsalter	2015	2014	Veränderung
<b>Alterspensionen/Altersrenten</b>			
Pensionsplan	70.43	70.34	0.1%
BVG-Plan	76.38	75.85	0.7%
<b>Total</b>	<b>70.56</b>	<b>70.47</b>	<b>0.7%</b>

### II.3. Total aller Versicherter

Der Bestand aller Kassenmitglieder ist in den letzten dreizehn Jahren stetig angewachsen. So waren im Jahr 2003 15'248 Personen der Kasse angeschlossen. Heute beläuft sich die Gesamtzahl auf 23'999, was einem Anstieg von über 57% entspricht. Dieses Wachstum geht allerdings mit einer Verschlechterung des Verhältnisses zwischen aktiv Versicherten und Rentenbegünstigten einher.

#### Entwicklung Anzahl aktiv Versicherte und Begünstigte von Pensionen und Renten



### **III. Umsetzung des Zwecks der Pensionskasse**

#### **III.1. Erläuterung der Vorsorgepläne**

Die Kasse bietet drei Vorsorgepläne an: Den Pensionsplan, den BVG-Plan und den Zusatzplan für die Kader des Staatspersonals.

Der **Pensionsplan** gilt für das Personal mit einem öffentlich-rechtlichen Arbeitsvertrag oder mit einer unbefristeten hauptberuflichen Tätigkeit im Dienste des Staates oder seiner Anstalten.

Der Pensionsplan ist eine Vorsorgeregelung **im Leistungsprimat auf der Basis der Summe der aufgewerteten Löhne**. Das Endziel der Pensionen richtet sich nicht nach dem letzten Lohn, sondern nach dem durchschnittlichen, aufgewerteten Karrierelohn.

Der Pensionsplan zeichnet sich durch folgende wesentlichen Merkmale aus:

- > der koordinierte Lohn entspricht dem massgebenden Lohn, abzüglich eines Koordinationsabzuges, der bei 87.5% der einfachen maximalen AHV-Rente liegt, multipliziert mit dem Beschäftigungsgrad. Der maximale versicherte Jahreslohn für das Jahr 2015 betrug CHF 221'143.30 ;
- > die Alterspension beträgt 1.6% der aufgewerteten Summe der versicherten Löhne per Ende des Monats, welcher der Pensionierung zwischen Alter 60 und 62 vorangeht. Der Satz wird um 2% pro Jahr zwischen Alter 58 und 60 reduziert und um 2% ab Alter 62 erhöht. Einmal im Jahr werden die Pensionen dem schweizerischen Index der Konsumentenpreise angepasst, aber höchstens im Umfang von 0,54%, solange die tatsächliche Inflation über der vorgenannten Inflationsrate liegt. Es besteht die Möglichkeit, bei der Pensionierung den Gegenwert von maximal  $\frac{1}{4}$  der Altersrente als Kapital zu beziehen ;
- > die Invalidenpension entspricht der projizierten Alterspension im Alter 60, multipliziert mit dem Invaliditätsgrad ;
- > die Ehegattenpension entspricht 60% der vollen Invalidenpension, auf die der Versicherte Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall eines aktiven Versicherten), oder 60% der vollen Invaliden- oder Alterspension des Verstorbenen (beim Todesfall eines Rentners oder eines Invaliden) ;
- > die Kasse zahlt auch Pensionierten-Kinderpensionen, sobald die pensionierte Person das 62. Altersjahr erreicht hat, sowie Waisenpensionen aus.

Der **BVG-Plan** gilt in erster Linie für temporär angestelltes Personal. Es handelt sich um einen ähnlichen Sparplan wie im eidg. BVG.

Der BVG-Plan zeichnet sich durch folgende wesentliche Merkmale aus:

- > das Altersguthaben entspricht den Altersgutschriften, zuzüglich der erhaltenen BVG-Freizeitgutschriften, inkl. berechnete Zinsen nach BVG-Mindestverzinsung ;
- > die Altersrente berechnet sich wie folgt: das Altersguthaben wird seit der 1. BVG-Revision, in Kraft seit dem 01.01.2005, gemäss der provisorischen Tabelle der gültigen Sätze in Rente umgewandelt. Das Pensionierungsalter ist auf 65 Jahre (Männer und Frauen) festgesetzt. Eine Frühpensionierung ist vom vollendeten 64. Altersjahr an mit einer entsprechenden Reduktion des Umwandlungssatzes möglich. Einmal im Jahr werden die Renten dem schweizerischen Index der Konsumentenpreise angepasst ;

- > die Invalidenrente entspricht der voraussichtlichen Altersrente, zuzüglich der berechneten Zinsen gemäss den BVG-Anwendungsmodalitäten, aber maximal 40% des versicherten Lohnes multipliziert mit dem Invaliditätsgrad ;
- > die Ehegattenrente entspricht 60% der vollen Invalidenrente, auf die der Versicherte Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall eines aktiven Versicherten), oder 60% der Alters- oder Invalidenrente des Verstorbenen (beim Todesfall eines Rentners oder eines Invaliden);
- > die Kasse richtet auch Invaliden-Kinderrenten und Waisenrenten aus, welche 20% der Invalidenrente betragen.

Der **Kader-Zusatzplan** richtet sich, mit Ausnahme der zugelassenen Ärzte, an Ärzte des HFR und der kantonalen Dienststellen, welche für den Anteil der abgetretenen Honorare oder den damit im Zusammenhang stehenden Ersatzvergütungen / Entschädigungen im Pensionsplan versichert sind und deren anrechenbarer AHV-Lohn den im Pensionsplan bereits versicherten AHV-Lohn übersteigt.

Der Kader-Zusatzplan zeichnet sich durch folgende wesentlichen Merkmale aus:

- > das Altersguthaben entspricht den Altersgutschriften, zuzüglich der erhaltenen Freizügigkeitsleistungen, die den Pensionsplan übersteigen, inkl. Zinsen, welche rückwirkend am Ende eines jeden Jahres vom Vorstand festgelegt werden ;
- > alle Leistungen werden in Form von Kapital ausbezahlt.

Der Kader-Zusatzplan ist am 1. Juli 2014 in Kraft getreten.

### **III.2. Finanzierung, Finanzierungsmethoden**

#### **III.2.1. Pensionsplan**

Der einheitliche Beitragssatz des Pensionsplans beträgt seit dem zweiten Jahr des Inkrafttretens des Gesetzes über die Pensionskasse des Staatspersonals (im Folgenden: PKG), d.h. seit 2014 einheitlich 22.5% des koordinierten Lohnes, unabhängig von Alter und Geschlecht der versicherten Person. Davon gehen 13% zu Lasten des Arbeitgebers und 9.5% zu Lasten der Arbeitnehmenden. Dies entspricht einer Finanzierung von 57,78% durch den Arbeitgeber und 42,22% durch die Arbeitnehmenden. Unter Berücksichtigung der auf 0,54% beschränkten Indexierung für die pensionierten Versicherten verändert sich das Verhältnis auf 56,4% für den Arbeitgeber und auf 43,6% für die Arbeitnehmenden.

Gemäss Art. 8 PKG liegt dem Pensionsplan ein System **der Mischfinanzierung** zugrunde. Es bezweckt, bis spätestens dem 1. Januar 2052 einen Deckungsgrad von 80% der gesamten versicherungstechnischen Verpflichtungen der Kasse zu gewährleisten. In diesem Sinne hat der anerkannte Pensionskassenexperte der Kasse einen Wachstumspfad festgelegt, der die Kasse zum oben genannten Ziel bringen wird. Ende 2015 sollte der Deckungsgrad im Zusammenhang mit diesem Wachstumspfad bei mindestens 73,2% gegenüber 71,8% Ende 2014 liegen.

#### **III.2.2. BVG-Plan**

Je nach Alter der versicherten Person variieren die Sparbeiträge zwischen 7% und 18% des koordinierten Lohnes, bei einem maximalen koordinierten Lohn von CHF 59'925.--. Ein zusätzlicher Beitrag von 2.4% des koordinierten Lohnes wird zur Finanzierung der Risiken Tod und Invalidität, der Beiträge für den Sicherheitsfonds und zur Deckung der Verwaltungskosten erhoben. Die Finanzierung erfolgt paritätisch.

Die BVG-Vorsorgeregelung basiert auf dem **integralen Kapitaldeckungsverfahren**. So muss das eigene Vermögen jederzeit die gesamten Vorsorgekapitalen, d.h. die Altersguthaben der aktiven Versicherten sowie die versicherungstechnischen Reserven (oder Barwerte) der laufenden Renten abdecken.

### III.2.3. Kader-Zusatzplan

Der Beitrag wird in Prozent des versicherten Lohnes festgelegt und hängt vom Sparplan ab, der von der versicherten Person ausgewählt wird. Es bestehen drei Arten von Sparplänen und der Sparbeitrag schwankt zwischen 13,6% und 22% des versicherten Lohnes. Ein weiterer Beitrag von 3,0% des versicherten Lohnes wird erhoben, um die Risiken Invalidität und Tod und die Verwaltungskosten zu finanzieren. Der Arbeitgeber steuert unabhängig vom gewählten Plan einen Beitrag von 12,5% bei, während die versicherte Person den Differenzbetrag bezahlt.

Der Kader-Zusatzplan basiert auf dem **integralen Kapitaldeckungsverfahren**. So muss das eigene Vermögen jederzeit die gesamten Vorsorgekapitalen, d.h. das angesammelte Altersguthaben der aktiven Versicherten abdecken. Dieser Plan befindet sich in Anbetracht dessen Inkrafttreten am 1. Juli 2014 noch in der Kapitalisierungsphase.

### III.2.4. Weitere Informationen über die Tätigkeit in der Vorsorge

Keine.

## **IV. Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze**

### **IV.1. Bestätigung über die Rechnungslegung nach Swiss GAAP FER 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Fachempfehlungen zur Rechnungslegung)**

Die Jahresrechnung der Kasse entspricht den Fachempfehlungen zur Rechnungslegung Swiss GAAP FER 26.

Da die Kasse drei Vorsorgepläne anwendet (Pensionsplan, BVG-Plan und Kader-Zusatzplan), wurde eine ergänzende Betriebsrechnung ausgearbeitet, welche die verschiedenen Ergebnisse pro Vorsorgeplan im Einzelnen aufzeigt. Dieses Dokument ist ein fester Bestandteil der Jahresrechnung und befindet sich in diesen Finanzunterlagen.

### **IV.2. Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze**

Die Bewertungsgrundsätze der Bilanzposten sind folgende:

- > Bewertung der Vermögenswerte, ausser Liegenschaften, per Abschlussdatum.
  - > Fremdwährungsbeträge werden zum Wechselkurs per Abschlussdatum umgerechnet.
  - > Zum Nennwert bewertet werden :
    - > Anlagen beim Staat ;
    - > Flüssige Mittel und Festgeldanlagen;
    - > Forderungen, die u.U. mit einer Rückstellung für Debitorenverluste korrigiert sind.
  - > Zum Marktwert bewertet werden :
    - > Obligationen von hoher Bonität (investment grade), von geringerer Qualität (sub-investment grade) und Wandelanleihen ;
    - > Aktien ;
    - > Alternative Anlagen (insbesondere Rohstoffe, Hedge Funds, Private Equity, Investitionen in die Infrastruktur, insurance linked securities).
  - > Zum Eigenkapitalwert bewertet werden, unter Berücksichtigung möglicher stiller Reserven :
    - > nicht kotierte Aktien ;
    - > Beteiligungen.
  - > Liegenschaften
    - > Gebaute LiegenschaftenJede Liegenschaft wurde mit Hilfe der folgenden Parameter auf der Basis des Brutto-Mieterspiegels zum kapitalisierten Ertragswert bewertet :
    - > Nettorendite von 4.5% ;
    - > Durchschnittlicher Kostensatz der Betriebskosten der letzten fünf Jahre ;
    - > Durchschnittliche Leerstände der letzten fünf Jahre ;
    - > Pauschalerhöhung für einige subventionierte Liegenschaften ;
    - > Erhöhung für besondere Sicherstellung ;
    - > Baufälligkeit: Berücksichtigung der notwendigen, vorhersehbaren Renovationen auf zehn Jahre.

- > Im laufenden Jahre erworbene Liegenschaften  
 Der Wert der neu erworbenen Liegenschaften wird auf derselben Grundlage bestimmt wie derjenige der gebauten Gebäude, jedoch ohne Kosten und Leerstände. Die Festsetzung der Kosten im ersten Jahr erfolgt aufgrund eines Budgets; in der Folge werden dann die effektiven Kosten berücksichtigt. Im ersten Jahr werden die während der Erwerbsdauer festgestellten Leerstände in Betracht gezogen, später die Leerstände der letzten fünf Jahre oder weniger, je nach Besitzdauer.
- > Liegenschaften mit Erstvermietung (maximale Dauer 3 Jahre)  
 Die Bewertung entspricht den Baukosten, wenn diese tiefer als die tatsächlichen Kosten während der Erstvermietung sind, welche nach dem Prinzip wie für im Laufe des Jahres erworbene Liegenschaften bestimmt werden, ohne Berücksichtigung der Leerstände. Dieser Satz wird auf der durchschnittlichen Höhe der globalen Leerstände des Portefeuilles der Kasse berechnet, zuzüglich 5%. Wenn die Baukosten höher sind als der tatsächliche Wert der Gebäude, wird letztere Variante angewendet.
- > Bauland  
 Es wird der Marktwert per Abschlussdatum berücksichtigt.
- > Im Bau befindliche Liegenschaften  
 Es wird der aufgelaufene Wert der Baukosten berücksichtigt.
- > Renovationen  
 Es wird der aufgelaufene Wert der Renovationskosten berücksichtigt.

Für Objekte, deren Verkauf nach dem Abschlussdatum erfolgt, werden die Nettoverkaufspreise berücksichtigt, welche zum Zeitpunkt des Jahresabschlusses bekannt sind.

- > Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen  
 Es wird die statische Methode angewandt. Die Vorsorgekapitalien werden vom Pensionskassenexperten bestätigt.  
 Die Rückstellung für die Aufwertung der versicherten Löhne basiert auf dem Pensionsplan der Pensionskasse des Staatspersonals (RPP Art. 48).

## V. Risikodeckung / Versicherungstechnische Regeln / Deckungsgrad

### V.1. Art der Risikodeckung

Folgende Risiken sind gedeckt: Invalidität, Tod und Alter.

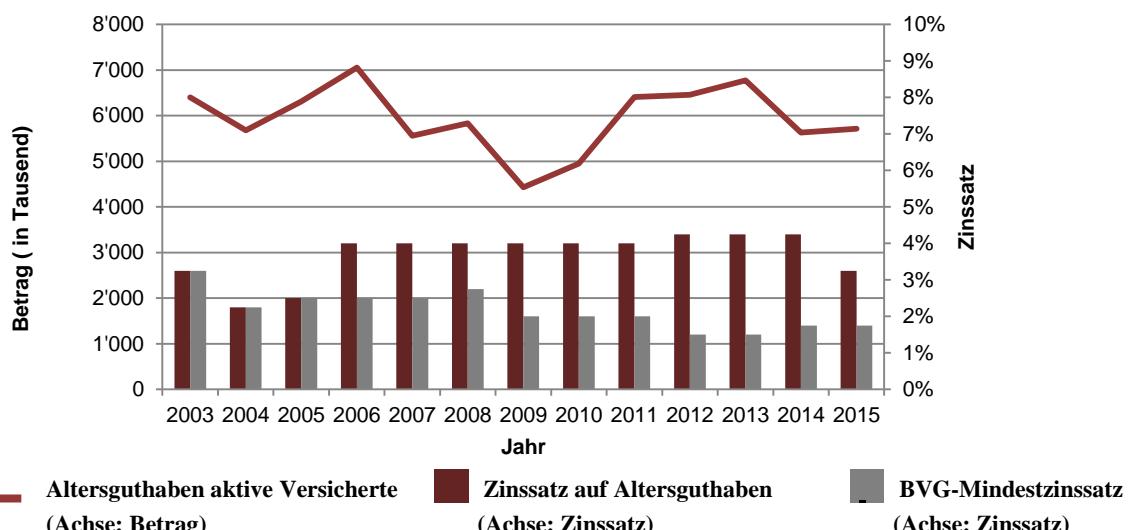
### V.2. Erläuterung zu Aktiven und Passiven aus Versicherungsverträgen

Die Kasse ist eine unabhängige Pensionskasse, die ihre Risiken vollständig selber deckt und daher nicht rückversichert ist.

### V.3. Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben im Beitragsprimat (BVG-Plan)

a. Entwicklung	31.12.2015	31.12.2014	Veränderung
Altersguthaben der aktiven Versicherten	5'714'154	5'628'793	85'361
b. Verzinsung			+1.00%
Zinssatz auf Altersguthaben	3.25%	4.25%	
c. Gesetzliche Mindestverzinsung			0%
Zinssatz auf Altersguthaben	1.75%	1.75%	

### Entwicklung der Sparguthaben im Beitragsprimat (BVG-Plan)



### V.4. Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben im Beitragsprimat (Kader-Zusatzplan)

a. Entwicklung	31.12.2015	31.12.2014	Veränderung
Altersguthaben der aktiven Versicherten	5'401'819	1'598'037	3'803'782
b. Verzinsung			-1.00%
Zinssatz auf Altersguthaben	0.75%	1.75%	

## V.5. Entwicklung des Deckungskapitals der aktiven Versicherten im Leistungsprimat (Pensionsplan)

	31.12.2015	31.12.2014
Freizügigkeitsleistungen (FZL) zu Beginn des Geschäftsjahres	2'466'407'946	2'222'819'143
Veränderung während des Geschäftsjahres :		
+ Zunahme der FZL der während des ganzen Jahres anwesenden Versicherten	243'695'753	235'703'305
+ Zunahme der FZL der im Laufe des Jahres neu eingetretenen Versicherten	51'267'535	38'071'769
- Abnahme der FZL der im Laufe des Jahres ausgetretenen Versicherten	-223'205'173	-165'955'425
+ Zunahme der FZL nach versicherungstechnischer Anpassung	135'769'154	
<i>Total der jährlichen Veränderung</i>	71'758'115	243'588'813
<b>Freizügigkeitsleistungen am Ende des Geschäftsjahres</b>	<b>2'538'166'061</b>	<b>2'466'407'946</b>

## V.6. Technische Rückstellung zur Aufwertung der Summe der versicherten Löhne

Die Kasse hat die Summe der versicherten Löhne per 1. Januar 2016 nicht aufgewertet.

## V.7. Entwicklung und Verzinsung der Schattenrechnung nach BVG der aktiven Versicherten im Pensionsplan

a. Entwicklung	31.12.2015		31.12.2014		Veränderung
	Altersguthaben der aktiven Versicherten	1'176'660'363	Altersguthaben der aktiven Versicherten	1'133'766'758	
<b>c. Gesetzliche Mindestverzinsung</b>					
Zinssatz auf Altersguthaben		1.75%		1.75%	0%

## V.8. Entwicklung des Vorsorgekapitals der Begünstigten (ohne Berücksichtigung der Rückstellung für höhere Lebenserwartung)

### Pensionsplan

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2015	2014	2015/2014	2014/2013	2015/2014	2014/2013
	CHF	CHF	CHF	CHF	%	%
Rentner	2'089'247'163	1'971'118'401	118'128'762	342'852'292	+ 5.99	+ 21.1
Invalide	122'167'125	130'711'523	-8'544'398	14'722'221	- 6.54	+ 12.7
Ehegatten	184'075'571	182'305'116	1'770'455	18'567'248	+ 0.97	+ 11.3
Waisen	3'767'102	4'421'405	-654'303	- 207'922	-14.8	- 4.5
Alters-Kinderrente	744'295	703'233	41'062	- 92'259	+ 5.84	- 11.6
IV-Kinderrente	303'915	155'931	147'984	5'489	+94.9	+ 3.6
<b>Total</b>	<b>2'400'305'171</b>	<b>2'289'415'609</b>	<b>110'889'562</b>	<b>375'847'069</b>	<b>+ 4.84</b>	<b>+ 19.6</b>

## BVG-Plan

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2015 CHF	2014 CHF	2015/2014 CHF	2014/2013 CHF	2015/2014 %	2014/2013 %
Rentner	5'962'167	6'058'954	-96'787	1'246'097	-1.59	25.9
Invalide	3'060'655	3'278'947	-218'292	311'178	-6.65	10.5
Ehegatten	829'699	856'955	-27'256	106'544	-3.18	14.2
Waisen	32'207	39'780	-7'573	-10'286	-19.03	-20.5
Alters-Kinderrente	0	552	-552	-144'555	-100	-99.6
IV-Kinderrente	145'966	152'038	-6'072	152'038	-3.99	-100
<b>Total</b>	<b>10'030'694</b>	<b>10'387'226</b>	<b>-356'532</b>	<b>1'661'016</b>	<b>-3.43</b>	<b>19</b>

Die Pensionen und Renten wurden für 2015 der Teuerung nicht angepasst.

## V.9. Ergebnisse des letzten versicherungstechnischen Gutachtens

Das letzte Gutachten wurde anhand der Zahlen vom 31.12.2014 erstellt. Anfang 2016 hat der Vorstand davon Kenntnis genommen. Dieses Gutachten berücksichtigt die versicherungstechnische Situation der Kasse per 1. Januar 2015, sprich mit einem zu bezahlenden Beitragssatz von 9,5% für die Versicherten und 13% für die Arbeitgeber und ab Januar 2017 von 10,66% für die Versicherten und 15,24% für die Arbeitgeber. Das Gutachten berücksichtigt auch eine Beteiligung der Pensionsberechtigten, die darin besteht, dass nur eine jährliche Teuerungsrate von 0,54% gewährt wird, vorausgesetzt der Konsumentenpreisindex erhöht sich um mindestens 0,54%.

Die wichtigsten Feststellungen des Experten im Bericht sind unten vollständig wiedergegeben:

- > *Rechtliche und regulatorische Bestimmungen*  
*Die reglementarischen versicherungstechnischen Bestimmungen über die Leistungen und die Finanzierung entsprechen den gesetzlichen Vorschriften.*
- > *versicherungstechnische Grundlagen*  
*Die Kasse wendet die Tafeln VZ 2010 (P2012) mit einem technischen Zinssatz von 3,25% an. Wir empfehlen den technischen Zinssatz auf wenigstens 2,75% zu senken. Den Auswirkungen dieser Senkung auf die langfristige finanzielle Stabilität sollte umfassend Rechnung getragen werden.*
- > *Deckungsgrad, Rückstellungen und WSR*  
*Die versicherungstechnische und finanzielle Lage der Kasse gilt am 31. Dezember 2014 mit einem gesetzlichen Deckungsgrad von 75,1%, einem allgemeinen Deckungsgrad von 71.8% und einem Deckungsgrad der Aktiven von 45.4% als zufriedenstellend; demnach sind, zu diesem Zeitpunkt, die bundesrechtlichen Vorschriften in Bezug auf die Finanzierung der öffentlich-rechtlichen Institutionen und aufgrund des Finanzierungsplans von März 2015 eingehalten. Die Rückstellungen sind im Umfang Ihres Zielwerts gebildet worden. Die Wertschwankungsreserve erfüllt ihr Ziel nicht (44%), die Risikofähigkeit der Kasse ist zum Zeitpunkt des Gutachtens begrenzt.*

> Auswirkungen einer Änderung der Grundlagen, technischer Zinssatz

*In Anwendung der Tabellen VZ 2010 (P2012) mit einem technischen Zinssatz von 2,75% beläuft sich der Deckungsgrad auf 70,2%. Die Senkung dieses Zinssatzes von 3,25% auf 2,75% entspricht unmittelbaren Kosten von 329,9 Millionen Franken, die durch die Überarbeitung der Summe aufgewerteten versicherten Löhne auf 120 Millionen Franken reduziert werden kann.*

> Laufende Finanzierung

*Die reglementarischen Leistungen sind in Anbetracht unserer Empfehlung den technischen Zinssatz zu senken, unter Berücksichtigung der derzeitigen Finanzierung und im Hinblick auf die Rekapitalisierung von 80% per 1. Januar 2052 nicht garantiert.*

*Mit einem technischen Zinssatz von 2,75%, liegt der Beitragsbedarf bei 28,9% und entspricht somit einer Erhöhung von 3 Prozentpunkten gegenüber dem aktuellen Beitragssatz mit einem Ertrag von 3,25%. Wenn ein Beitragssatz von 25,9% beibehalten wird, beläuft sich der Ertragsbedarf auf 3,9%.*

*Wir empfehlen der Kasse eine Studie durchzuführen, um den erzielbaren Ertrag im Hinblick auf die Risikofähigkeit der Kasse und der notwendigen Steuerungsebene beurteilen und den technischen Zinssatz von 2,75%, den wir empfehlen, bestätigen zu können, um anschliessend Massnahmen in Bezug auf den Vorsorgeplan zu ergreifen, damit die Kasse in der Lage ist, den anvisierten Deckungsgrad von 80% per 1. Januar 2052 zu erreichen.*

In Anbetracht der obigen Feststellungen hat die Kasse sofort eine Arbeitsgruppe eingerichtet um alle Massnahmen zu prüfen, die ergriffen werden können.

## V.10. Techn. Grundlagen und weitere versicherungstechnisch relevante Annahmen

Die Deckungskapitalien wurden aufgrund der versicherungstechnischen Tabelle VZ 2010 (P 2012) bestimmt. Der technische Zinssatz der Kasse beträgt 3.25%.

## V.11. Deckungsgrad nach Art. 44 BVV 2 und Garantie des Staates Freiburg

Der Deckungsgrad und der Betrag der Staatsgarantie, welche die kapitalisierte technische Unterdeckung garantieren, sind folgende :

	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Netto-Vermögen (Aktiven der Kasse abzüglich der kurzfristigen Verbindlichkeiten) (VV)	3'697'712'183	3'600'106'205
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen (VK)	-4'988'482'007	-4'791'792'250
<b>Staatsgarantie (Garantie = VV - VK)</b>	<b>-1'290'769'824</b>	<b>-1'191'686'045</b>
<b>Deckungsgrad (DG = VV / VK)</b>	<b>74.1%</b>	<b>75.1%</b>

Hinsichtlich seines Finanzierungsplans und des Wachstumspfads, so wie er vom anerkannten Experten vorgegeben wurde, erfüllt die Kasse Ende 2015, bzw. am 1. Januar 2016 die

gesetzlichen Anforderungen in vollem Umfang. Am 1. Januar 2016 zeigt der Wachstumspfad an, dass die Kasse einen Mindestdeckungsgrad von 73,2% haben sollte.

## **VI. Erläuterungen zur Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage**

### **VI.1. Organisation der Anlagetätigkeit, Anlagereglement**

Die Finanzanlagen wurden folgenden Einrichtungen anvertraut :

- > Freiburger Kantonalbank – Verwaltungsmandate für Aktien Schweiz, Obligationen Schweiz und Obligationen Ausland ;
- > Crédit Suisse S.A. in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Aktien Ausland;
- > UBS S.A. in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Europa sowie Obligationen Ausland ;
- > IAM S.A. in Genf – Verwaltungsmandat Aktien Schweiz ;
- > Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. in Freiburg – Verwaltungsmandat für ein gemischtes Wertschriftenportefeuille sowie ein Aktienportefeuille ;
- > Lombard Odier Asset Management S.A. in Genf – Verwaltungsmandat für Obligationen Ausland ;
- > Pictet & Cie S.A. in Genf – Mandat für die Verwaltung von Obligationen und Anlagefonds Obligationen Ausland.

Alle diese Unternehmen sind von der FINMA zugelassen.

Die Liegenschaften der Kasse werden von folgenden Liegenschaftsverwaltungen bewirtschaftet :

- > Régie de Fribourg S.A., in Freiburg ;
- > Gerama S.A., in Freiburg ;
- > Régie Châtel S.A., in Châtel-St-Denis ;
- > Gérance Immobilière de la Broye S.A., in Estavayer-le-Lac ;
- > Gendre & Emonet Gérance et Fiduciaire S.A., in Montreux ;
- > Burriplus Immobilien Treuhand, in Bern.

### **VI.2. Inanspruchnahme der Erweiterung mit Ergebnis des Ertrags (Art. 50, Abs. 4 BVV 2)**

Die Anlagestrategie der Kasse steht mit den Anlagebegrenzungen im Einklang.

### **VI.3. Zielgrösse der Wertschwankungsreserve**

Im Rahmen der neuen Bundesvorschriften in Bezug auf die Finanzierung von öffentlich-rechtlichen Pensionskassen mit Teilkapitalisierung, die unter anderem einen Deckungsgrad von 80% bis zum Jahr 2052 vorsehen, war die Kasse verpflichtet, der Aufsichtsbehörde einen Finanzierungsplan für den Pensionsplan vorzulegen, der es erlaubt, dieser Ziel zu erreichen und dabei die volle Deckung der Verpflichtungen gegenüber den Rentenberechtigten gewährleistet. Der Pensionskassenexperte hat der BBSA einen Finanzierungsweg zur

Genehmigung unterbreitet, der die Beitragserhöhung berücksichtigt, die vom Grossen Rat im November 2014 verabschiedet worden ist, sowie die Senkung des technischen Zinssatzes auf 3,25%. Auf Basis des vorgeschlagenen Weges, beläuft sich der Gesamtdeckungsgrad des Pensionsplans am 1. Januar 2016 auf 73,2%. Die Differenz zwischen dem tatsächlichen und dem im Finanzierungsplan festgelegten Deckungsgrad ist in vollem Umfang für die Wertschwankungsreserve (nachfolgend: WSR) vorgesehen und beläuft sich demgemäss auf rund CHF 40 Mio.

Nach Art. 72a BVG kann die Kasse als öffentlich-rechtliche Körperschaft vom Prinzip der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen. Aufgrund von Art. 48e BVV2 und unter Berücksichtigung der angewandten Anlagestrategie der Kasse zum Erstellungszeitpunkt der Bilanz, beläuft sich die notwendige Wertschwankungsreserve mit einer statistischen Genauigkeit von 95% auf CHF 361 Mio. Franken. Diese Berechnung schliesst die gesamten Investitionen, die tatsächliche Zuteilungen, die Korrelation zwischen den verschiedenen Anlagekategorien sowie das Erfolgsziel der Kasse ein.

Die berechnete Höhe der Reserve geht von einem verfügbaren Mindestbetrag über einen Zeitraum von einem Jahr aus, um einen Rückgang am Markt zu absorbieren und etwa 7 Deckungsgradpunkten entspricht. Es ist wichtig zu wissen, dass der Vorstand der Kasse das Problem der Mindesthöhe der notwendigen Reserve vor allem auch im Hinblick auf den feststehenden technischen Zinssatz bei der Zuteilung der Anlageinstrumente im Rahmen der Anlagestrategie analysiert.

### **Grenzen des Modells**

Die Berechnung der notwendigen Reserven basiert auf der Annahme von Anlageerträgen, die im Normalfall erzielt werden. Empirische Studien zeigen, dass Finanzanlagen von der Normalverteilung abweichen können. Auf der einen Seite haben Extremereignisse eine Tendenz häufiger vorzukommen, als die Normalverteilung vorsieht. Auf der anderen Seite sind die Erträge auf bestimmten Vermögenswerten asymmetrisch. Daher kann die unter der Normalitätsannahme vorgeschlagene Zielgrösse der Wertschwankungsreserve mehr oder weniger von der wirtschaftlichen Realität abweichen.

## VI.4. Begrenzungen der strategischen Vermögensanlage

BEGRENZUNGEN DER ANLAGEN NACH BVV2 Vermögen am 31.12.2015: CHF 3'710.6 mios				
BVV2	Rubriken	Begrenzung %	Begrenzung Mios CHF	Überschreitung
<b>Individuelle Begrenzungen</b>				
54	Forderungen pro Schuldner +Barmittel +Termingelder +Obligationen	10% pro Schuldner	371	Keine Überschreitung
54a	Aktien Schweiz und Ausland	5% pro Beteiligung	185.5	Keine Überschreitung
54b/1	Immobilien Schweiz und Ausland	5% pro Objekt	185.5	Keine Überschreitung
<b>Begrenzungen nach Kategorie</b>				
54b/2	auf Immobilien erhaltene Vorschüsse	30% des Verkehrswerts pro Objekt		Keine Rubrik in der Bilanz
55	Grundpfandtitel und Pfandbriefe	50% im Max. 80% des Verkehrswerts sämtlicher Objekte		Keine Rubrik in der Bilanz
55b	Aktien Schweiz und Ausland	50%	1'855.3	Keine Überschreitung
55c	Immobilien in der Schweiz und im Ausland	30% wovon max. 1/3 im Ausland	1'113.2	Keine Überschreitung
55d	Alternative Anlagen	15%	556.6	Keine Überschreitung
55e	Fremdwährungen ohne Währungsabsicherung	30%	1'113.2	Keine Überschreitung
<b>Anlagen beim Arbeitgeber</b>				
57	Beteiligungen beim Arbeitgeber	5%		Keine Rubrik in der Bilanz
57	Immobilien mit einer Nutzung von mehr als 50% pro Arbeitgeber	5%	185.5	Keine Überschreitung

## Begrenzungen der Anlagen SAA – Anlagestrategie – Strategic Asset Allocation

Anlagearten	Strategische Zuteilung in %	Taktische Marginen Min %	Taktische Marginen Max %	31.12.2015 Mios CHF	31.12.2015 %
Barmittel	3	0	10	118	3.18%
Schuldner in CHF	27	10	52.5	474	12.77%
Obligationen Ausland	10	7.5	12.5	521	14.04%
Alternative Anlagen	3	0	5	154	4.15%
Aktien Schweiz	10	7.5	20	697	18.78%
Aktien Ausland	10	5	17.5	609	16.41%
Immobilien	37	25	40	1'138	30.67%
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>			<b>3'711</b>	<b>100.00%</b>

## VI.5. Laufende (offene) derivative Finanzinstrumente

Die Kasse hat keine offenen derivativen Instrumente per 31.12.2015.

## VI.6. Marktwert und Vertragspartner der Wertpapiere unter Securities Lending

Die Kasse erlaubt kein «Securities Lending».

## VI.7. Erläuterung des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

### VI.7.1. Verwaltungskosten der Finanzanlagen

(in Tausend CHF)	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Wertschriftenverwaltungskosten	3'043	2'291
TER-Kosten	3'844	1'960
Beratungskosten	96	16
nicht erstattungsfähige Quellensteuern	24	-117
Transaktionskosten und Stempelsteuer	<u>585</u>	<u>1'020</u>
<b>Totale</b>	<b><u>7'592</u></b>	<b><u>5'170</u></b>

Es wird darauf hingewiesen, dass die TER-Kosten auf Basis des Kapitalverkehrs des Jahres und nicht auf den Werten per 31. Dezember berechnet werden. Der Anstieg der Wertschriftenverwaltungskosten ist unter anderem auf die vom Vorstand beschlossene Erhöhung der Investitionen in Anlagefonds zurückzuführen, was insbesondere dazu beigetragen hat, die flüssigen Mittel erheblich zu reduzieren. Der Anstieg ist auch zum Teil auf Kosten im Zusammenhang mit Neuinvestitionen in alternative Anlagen zurückzuführen. Mit allen Kapitalanlagen verglichen, machen die Gesamtkosten aller Investitionen in Kollektivanlagen (vgl. nachfolgende Ziff. VI.7.2.) 0,285% aus, was mit dem Markt völlig im Einklang steht.

(in Tausend CHF)	Zinsen Dividenden	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	nicht realisierte Gewinne	nicht realisierte Verluste	Kosten	<b>Totale 2015</b>
Flüssige Mittel und Währungsanlagen	2'009	926	-17'373	7'432	-3'703	-2	<b>-10'711</b>
Obligationen Schweiz	868	6	-96	74	-382		<b>470</b>
Obligationen Ausland	8'398	712	-6'494	12'952	-33'321		<b>-17'753</b>
Aktien Schweiz	8'465	23'938	-16'064	19'877	-13'141		<b>23'075</b>
Aktien Ausland	9'350	218	-755	5'767	-13'987		<b>593</b>
Immobilienanlagefonds	1'105			7'082			<b>8'187</b>
Alternative Anlagen	1'775	183	-350	3'039	-797		<b>3'850</b>
Beteiligungen	33			107			<b>140</b>
Verwaltungskosten der Finanzanlagen						<b>-7'592</b>	<b>-7'592</b>
<b>Netto-Ergebnis der Finanzanlagen</b>	<b>32'003</b>	<b>25'983</b>	<b>-41'132</b>	<b>56'330</b>	<b>-65'331</b>	<b>-7'594</b>	<b>259</b>
	Miete	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	Wert- bereinigung	Verwaltungs- kosten		
Liegenschaften	58'996			298	-10'935*		<b>48'359</b>
<b>Netto-Ergebnis der Anlagen</b>							<b>48'618</b>

\* Im Liegenschaftsergebnis der Betriebsrechnung dargestellt.

## VI.7.2. Verwaltungskosten für Kollektivanlagen

<b>Bewertung der Kostentransparenz (in Tausend CHF)</b>	<b>Betrag</b>	<b>Verhältnis</b>
Total transparente Anlagen	3'707'485	99.997%
Total nicht-transparente Kollektivanlagen	1'027	0.003%
<b>Gesamtanlagen</b>	<b>3'708'512</b>	<b>100.000%</b>

Die Kostentransparenz liegt bei 99.56%

<b>Verwaltungskosten der zugeordneten Vermögenswerte (in Tausend CHF)</b>	<b>Betrag</b>	<b>Verhältnis*</b>
Direkt in der Betriebsrechnung erfasste Vermögensverwaltungskosten	3'748	0.14%
Anlagekostenindikator der Kollektivanlagen mit Kostentransparenz	3'844	0.15%
<b>Gesamte Verw.-Kosten der zugeordneten Vermögenswerte in der Betriebsrechnung</b>	<b>7'592</b>	<b>0.29%</b>
* in % der transparenten Anlagen		

<b>Kosten der transparenten Kollektivanlagen nach Anlagekategorien</b>	
<b>Anlagekategorie (in Tausend CHF)</b>	
Obligationen Schweiz	4
Obligationen Ausland	857
Aktien Schweiz	201
Aktien Ausland	636
Immobilienanlagefonds	1'105
Alternative Anlagen	1'041
<b>Total Kollektivanlagen</b>	<b>3'844</b>

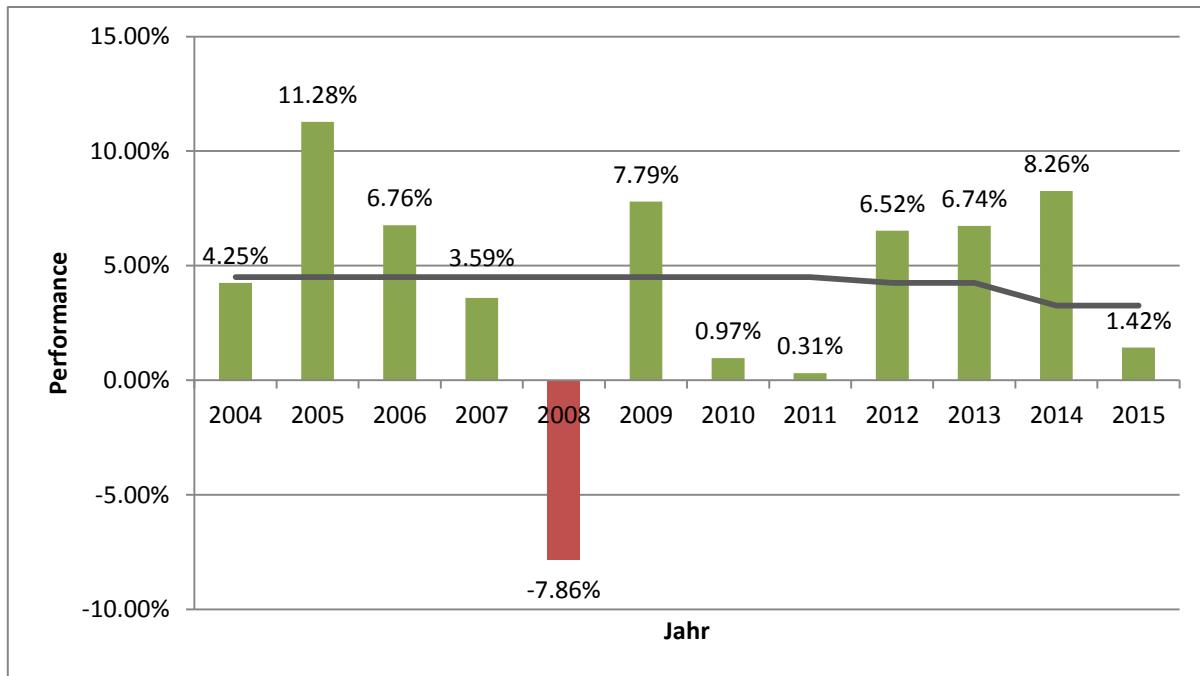
Liste der nicht-transparenten Kollektivanlagen bei Abschluss (in Tausend CHF)				
ISIN	Emittent	Name des Titels	Anzahl	Marktwert
<b>Alternative Anlagen</b>				
CH0191060729	SG Issuer SA	3.75% Credit Linked Notes	1'000'000	1'027
<b>Total nicht-transparente Kollektivanlagen</b>				
				<b>1'027</b>

### VI.7.3. Anlageperformance

Die Netto-Performance der Gesamtanlagen der Kasse für das Jahr 2015 setzt sich wie folgt zusammen:

Anlagekategorien	Performance	
	2015	2014
Flüssige Mittel und Festgelder (CHF + Fremdwährungen)	-2.04%	0.14%
Darlehen	0.56%	1.33%
Obligationen Schweiz	-0.54%	2.47%
Obligationen Ausland	-6.61%	7.56%
Aktien Schweiz	3.72%	12.98%
Aktien Ausland	-0.03%	19.03%
Immobilienanlagefonds Schweiz	5.89%	2.85%
Beteiligungen	7.99%	0.61%
Alternative Anlagen	2.81%	12.22%
<b>Total der Finanzanlagen</b>	<b>0.03%</b>	<b>9.25%</b>
Liegenschaften	5.06%	5.58%
<b>Total der Immobilienanlagen</b>	<b>5.06%</b>	<b>5.58%</b>
<b>Total aller Anlagen</b>	<b>1.42%</b>	<b>8.26%</b>

### Entwicklung der Gesamtperformance der Kasse



■ Gesamtperformance der Kasse

■ Technischer Zinssatz

Jahr	Gesamtperformance der Kasse	Technischer Zinssatz
2004	4.25%	4.50%
2005	11.28%	4.50%
2006	6.76%	4.50%
2007	3.59%	4.50%
2008	-7.86%	4.50%
2009	7.79%	4.50%
2010	0.97%	4.50%
2011	0.31%	4.50%
2012	6.52%	4.25%
2013	6.74%	4.25%
2014	8.26%	3.25%
2015	1.42%	3.25%
<b>Mittelwert</b>	<b>4.42%</b>	<b>4.34%</b>

## VI.8. Liegenschaften

### VI.8.1. Allgemeine Anmerkungen

Am 31. Dezember 2015 war die Kasse Eigentümerin von 148 erstellten Liegenschaften mit insgesamt 6'965 Objekten bestehend aus 2'986 Wohnungen, 3'740 Garagen und Parkplätzen sowie 239 Geschäftlokalen.

### VI.8.2. Wertentwicklung 2015 des Immobilienparks (in Tausend CHF)

Bezeichnung	erstellte Liegen-schaften	Liegen-schaften mit Erst-vermietung	Bauland	im Bau befindliche Liegen-schaften	Reno-vationen	TOTAL
Buchwerte per 1.1.2015	901'661	15'995	21'912	13'260	2'908	955'736
Bewegungen 2015						
• Erwerb / Bau / Renovationen	24'408			25'591	4'578	54'577
• Verkäufe 2015						
• Gruppenmutationen	28'408	-3'105	-9'195	-10'742	-5'366	0
Anpassungen an den Zeitwert per 31.12.2015	-140					-140
<b>Zeitwert am 31.12.2015</b>	<b>954'337</b>	<b>12'890</b>	<b>12'717</b>	<b>28'109</b>	<b>2'120</b>	<b>1'010'173</b>

Der durchschnittliche Kapitalisierungssatz der «erstellten Liegenschaften» beträgt 5.84% per 31. Dezember 2015, gegenüber 6.09% per 31. Dezember 2014.

### VI.8.3. Liegenschaftsergebnis 2015 (in Tausend CHF)

Bezeichnung	erstellte Liegenschaften	Liegenschaften mit Erstvermietung	Bauland	im Bau befindliche Liegenschaften	TOTAL
Anpassung der Immobilienobjekte an den Zeitwert per 31.12.2015	-140	0			-140
Ergebnis aus Verkäufen					
Ergebnis Betriebsrechnung (inkl.allgemeine Erträge und Aufwendungen)	48'054	62	-55	438	48'499
<b>Gesamtergebnis 2015</b>	<b>47'914</b>	<b>62</b>	<b>-55</b>	<b>438</b>	<b>48'359</b>
<u>Performances 2015</u>					
Gebaute Liegenschaften					5.16%
Gesamter Immobilienpark					5.06%
<u>Performances 2014</u>					
Gebaute Liegenschaften					5.94%
Gesamter Immobilienpark					5.58%

Die Jahresrendite 2015 wird auf Basis des Gesamtergebnisses des Immobilienparks im Verhältnis zum «Zeitwert» per 1. Januar 2015 ermittelt.

Die Leistungseinbusse ist vor allem auf folgende Umstände zurückzuführen: erstens wurden aufgrund des tiefen Referenzzinssatzes für Hypotheken etliche Mieten unserer Wohnungen gesenkt; zweitens hat die Kasse zahlreiche Renovationen vorgenommen; aus vorstehendem Grund konnten die Mieten danach nicht nach oben angepasst werden. Die Renovationen und die Mieterwechsel haben dazu beigetragen, das Mietzinsniveau zu halten, jedoch ohne Möglichkeit, das investierte Kapital zu verzinsen, was dazu führt, dass der Ertrag sinkt.

Zum Gesamtergebnis von CHF 48,359 Mio. muss noch das Nettoergebnis der Immobilien-Anlagefonds von CHF 8.187 Mio. hinzugerechnet werden. Das Nettoergebnis der Immobilienanlagen, so wie in der Betriebsrechnung aufgeführt, beträgt folglich CHF 56,546 Mio.

### VI.8.4. Weitere Informationen

Die Baukreditzinsen auf den im Bau befindlichen Liegenschaften sind im Liegenschaftsertrag der Betriebsrechnung enthalten und belaufen sich auf CHF 438'403.

Die Brandversicherungswerte der erstellten Liegenschaften betragen CHF 937'609'959.

Der Verwaltungsaufwand ist um rund CHF 450'000 gestiegen. Dieser Anstieg resultiert aus einer unterschiedlichen Bilanzierung von Kosten einiger Mitarbeiter sowie Kosten für Büroräumlichkeiten und Energie die zuvor mit den Immobilienrenditen verrechnet wurden. Andere Positionen, wie z.B. IT-Kosten haben eine Steigerung von rund 10% erfahren. Der Vorstand hat vor kurzem eine Versicherung gegen besondere Risiken und Betrug abgeschlossen.

## **VII. Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und der Betriebsrechnung**

Angaben zu den Wertschriftenanteilen (Rubrik «Beteiligungen»)

Gesellschaft	Aktienkapital	Anteil	
		2015	2014
Régie de Fribourg SA, Fribourg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Fribourg	CHF 7'500'000	10.00%	10.00%

## **VIII. Auflagen der Aufsichtsbehörde**

Die BBSA hat von der Jahresrechnung 2014 Kenntnis genommen und keine wesentlichen Anmerkungen dazu gemacht.

## **IX. Weitere Informationen zur finanziellen Lage**

### **IX.1. Unterdeckung / Erläuterungen zu den getroffenen Massnahmen**

Der Deckungsgrad wird nach den Vorschriften des BVG (Art. 44 BVV2) und seinen Ausführungsbestimmungen festgelegt. Er wird am jeweils am 1. Januar auf der Grundlage des Vermögens per 31. Dezember des Vorjahres berechnet.

Als Vorsorgeeinrichtung einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft kann die Kasse nach Art. 72a und 72c BVG vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen.

### **IX.2. Laufende Rechtsverfahren**

Keine laufenden Verhandlungen.

## **X. Ereignisse nach dem Bilanzstichtag**

Keine.

Die Jahresrechnung 2015, d.h. der Geschäftsbericht, die Bilanz, die Betriebsrechnung und die Anhänge wurden vom Vorstand geprüft und am 16. März 2016 genehmigt.

Freiburg, 16. März 2016